

**4e anniversaire de la création de l'Instance
du Médiateur de la République :
Allocution du président de la
République**



P.02

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3722 Jeudi 22 Février 2024 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Recherche scientifique :
Lancement d'une
plateforme pour
relier l'université aux
entreprises économiques

P.24

Le projet de code de la route et sécurité routière au menu de la réunion du gouvernement

P.05



ONSC / STAR-UP



Le ministère de
l'Intérieur à l'écoute
des préoccupations des
citoyens

P.04

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE



L'intérêt porté par
le président de la
République au citoyen
souligné

P.03



Le médiateur de la république
d'Annaba, Amine Mouslem,
présente son bilan des
activités des quatre (4) années

P.06

4e anniversaire de la création de l'instance du Médiateur de la République :

Allocution du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mardi, une allocution aux participants à la Rencontre nationale organisée à l'Ecole nationale d'administration (ENA) Moulay-Ahmed-Medeghri (Alger), sous le thème "Médiateur de la République: un acquis au service du citoyen", lue en son nom par le médiateur de la République, M. Madjid Ammour, dont voici la traduction APS:

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux, Prière et paix sur Son Messenger, Je salue votre initiative d'organiser cette rencontre pour approfondir la réflexion et élargir le dialogue et la consultation sur le service public que l'administration et les structures publiques doivent fournir et améliorer. Le thème que vous avez choisi pour votre rencontre nationale, à l'occasion du 4e anniversaire de la création de l'Instance du Médiateur de la République, incarne parfaitement la mission de votre honorable institution, qui résume l'objectif fondamental vers lequel convergent les efforts de l'Etat avec ses institutions et ses instances: être au service du citoyen.

En effet, tout effort et toute démarche participant à l'édification d'une Algérie nouvelle fondée sur des bases saines doivent être au service du citoyen, reposer sur l'écoute des citoyennes et des citoyens et répondre aux aspirations du peuple algérien, qui a été frustré des années durant et a perdu confiance dans les institutions, l'Etat et ses symboles en raison des dérives accumulées.

Depuis que le peuple nous a honorés de sa confiance, notre priorité a été de lancer, séance tenante, des réformes larges et en profondeur au plan socioéconomique, mais aussi pour opérer une véritable rupture avec les mentalités et les pratiques délétères, et ce, en attachant une attention particulière à la moralisation de la vie publique et à la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, conformément à nos engagements, notamment ceux relatifs au renforcement de la bonne gouvernance et à



la réforme globale de la Justice pour garantir son indépendance et assurer sa modernisation, bâtir une société civile libre, intègre et active, jeter les bases d'un Etat de droit et consacrer les acquis sociaux.

Ainsi, après avoir parachevé les réformes constitutionnelles, législatives et judiciaires, nous avons résolument préparé notre pays à relever les défis de la relance économique et de la promotion de la vie sociale dans toutes ses dimensions, notamment en matière de salaires, de logement, de santé, d'éducation et d'emploi. Dans le même temps, nous avons parachevé des programmes d'urgence et inclusifs visant à en finir avec les zones d'ombre et les manifestations de la misère et de la précarité, lesquels ont permis, grâce à Dieu, de sortir des milliers de familles de la misère et de la souffrance.

Mesdames, Messieurs J'ai l'intime conviction que l'édification d'un Etat moderne requiert une administration publique moderne débarrassée de l'impéritie héritée et des pratiques douteuses liées aux procédures bureaucratiques, et libérée de l'arbitraire des responsables et des fonctionnaires, une administration publique nationale qui place le service du citoyen au cœur de ses priorités. L'administration moderne ne se réalisera pleinement que par l'amélioration de la qualité du service public à travers la promotion de la performance, la libération de l'initiative,

le renforcement du sens de la responsabilité et du devoir professionnel. Une fois cet objectif concrétisé, la confiance du citoyen en les institutions et structures de l'Etat s'installera. Je me suis engagé pour que chacun, à tous les niveaux, à tous les postes et dans tous les secteurs, puisse travailler dans cet esprit en toute loyauté, et de sorte que le citoyen, où qu'il soit, puisse ressentir le véritable changement et se familiariser avec l'administration et les structures publiques dans toutes les régions du pays, loin de toute appréhension de voir sa dignité compromise.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer que la dignité du citoyen n'est pas un slogan conjoncturel mais une politique, une voie et une méthode de travail dans l'Algérie que nous bâtissons ensemble.

Le rapprochement de l'administration du citoyen n'est pas non plus un vain slogan mais une réalité reflétée par les mesures et les réalisations sur le terrain. Et la création de wilayas et de wilayas déléguées est une illustration de la forte volonté de concrétiser cet objectif efficacement et dans les meilleurs délais.

Etre à l'écoute des citoyens, interagir avec eux, connaître et prendre en charge leurs principales préoccupations avec diligence et efficacité sont, avec la simplification des procédures administratives, autant d'indicateurs de la contribution collective à la consécration de la citoyenneté véritable. Une

noble démarche dans laquelle s'inscrit pleinement l'Instance du Médiateur de la République, placée sous la tutelle de la Présidence de la République.

Avec les autres instances consultatives telles que le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et l'Observatoire national de la société civile (ONSC), l'Instance du Médiateur de la République joue désormais un rôle prépondérant dans la consécration de la culture de l'écoute, la transmission des préoccupations, la levée des entraves bureaucratiques signalées et la soumission des propositions formulées par les différentes franges de la société aux parties concernées et aux pouvoirs publics pour leur suivi et leur prise en charge.

Tout en saluant le travail accompli par les cadres et les acteurs des instances citées, j'en appelle à davantage d'efforts et d'initiatives pour établir des relations nouvelles et flexibles qui permettent de jeter des passerelles de coopération et d'accroître la capacité à convaincre afin que, dans le cadre de cette vision interactive et ouverte, l'Instance du Médiateur de la République et les autres instances nationales, dont c'est la raison d'être, soient réellement au service du citoyen.

Mesdames, Messieurs, En ce quatrième anniversaire de la création de l'Instance du Médiateur de la République, je tiens à souligner l'importance que revêt le développement de cadres de coopération avec cette

Instance afin de passer à l'étape de l'efficacité que le citoyen appelle de ses vœux. Cela ne saurait se réaliser que par un travail cohérent et intégré visant à aller, au-delà de la réception et du traitement des plaintes et requêtes, vers des approches proactives qui permettent d'évaluer les préoccupations et les besoins des citoyens, à travers l'interaction directe avec les différentes catégories de la société, l'évaluation périodique de la performance et l'adhésion aux efforts continus pour l'amélioration de la qualité du service public.

Dans cette optique, le gouvernement est appelé à œuvrer inlassablement pour faire des facilitations administratives et de la simplification des procédures une réalité tangible, à travers la création de canaux de coordination avec le Médiateur de la République. Les requêtes adressées au Médiateur de la République par les citoyens peuvent constituer une importante référence pour la cristallisation de méthodologies permettant de lutter contre les dysfonctionnements, de refréner la négligence et les manquements et de préserver les intérêts des citoyens.

Ce faisant, chacun doit garder à l'esprit que la numérisation est inévitable et nécessaire, comme je n'ai eu de cesse de le souligner, de réduire les délais de sa généralisation afin d'épargner aux citoyens les déplacements entre les différents services administratifs.

Il convient enfin de rappeler que l'administration publique est l'interface qui reflète l'autorité de l'Etat et l'intérêt qu'il porte à la chose publique, et ses responsables et agents, quels que soient leurs grades et le niveau des fonctions qu'ils occupent, sont appelés à faire prévaloir l'Etat de droit en veillant pleinement à présenter le service public comme un droit garanti au citoyen.

Je reste confiant quant à la capacité de nos cadres et fonctionnaires dans les différentes administrations à renforcer la crédibilité et l'efficacité des structures publiques, mus en cela par une volonté sincère, un sens moral et une conscience professionnelle".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia
Abdelaziz, rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

L'intérêt porté par le président de la République au citoyen souligné

Le Médiateur de la République, Madjid Ammour, a souligné, mardi à Alger, l'intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au citoyen qu'il a placé au cœur de toutes les politiques publiques. Dans une allocution prononcée lors des travaux de la Rencontre nationale organisée par l'Instance du Médiateur de la République à l'Ecole nationale d'Administration (ENA) Moulay-Ahmed-Medeghri (Alger), sous le thème "Médiateur de la République : un acquis au service du

citoyen", M. Ammour a affirmé que cette rencontre mettait en relief "l'intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au citoyen qu'il a placé au cœur de toutes les politiques publiques", rappelant que "le citoyen est la raison d'être de l'Instance". Le Médiateur de la République a en outre insisté sur la nécessité de "relever le niveau du service public au service du citoyen, qui est la première référence pour assurer la réussite du travail de l'administration et, partant, garantir l'efficacité des politiques publiques".

Selon lui, cette rencontre, qui a permis de "passer en revue les dispositions prises par nombre de départements ministériels pour assurer une prise en charge optimale des préoccupations des citoyens et améliorer la qualité du service public", se veut aussi "une halte pour évaluer nos performances et valoriser les efforts consentis pour consolider la confiance entre le citoyen et l'administration". Dans la foulée, M. Ammour a dit que le choix porté sur l'ENA pour l'organisation de cette rencontre "n'était pas fortuit", mais visait à "contribuer à

l'établissement de passerelles de communication avec les cadres d'avenir de l'Etat algérien". Le Médiateur de la République a, à cet égard, rappelé que "la prestigieuse Ecole nationale d'administration a réussi, depuis l'indépendance, à relever le défi de la formation des cadres de l'Etat et à doter les différents secteurs ministériels de milliers de cadres" grâce à la qualité et à la rigueur de la formation dispensée, reposant sur "les principes du service public, la culture d'Etat et le sens des responsabilités".



Chanegriha reçu à Kigali par le ministre rwandais de la Défense

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a été reçu, mardi à Kigali, dans le cadre de sa visite officielle à la République du Rwanda, par le ministre rwandais de la Défense, M. Juvenal Marizamunda, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



"Dans la continuité de sa visite officielle à la République du Rwanda, sur invitation de son homologue rwandais le Général d'Armée Moubarakh Muganga, Monsieur le Général d'Armée

Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a été reçu aujourd'hui 20 février 2024, au siège du ministère rwandais de la Défense, par le ministre de la Défense Juvenal Marizamunda,

pour s'entretenir ensuite avec son homologue Chef d'Etat-Major des Forces rwandaises le Général d'Armée Moubarakh Muganga", précise le communiqué. Le Général d'Armée, Saïd

Chanegriha a été accueilli à l'entrée du quartier général du ministère de la Défense à la capitale Kigali, par "le Chef d'Etat-Major de la Défense rwandaise, le Général d'Armée Moubarakh Muganga, où il a passé en revue une formation de la Garde nationale qui lui a présenté les honneurs militaires avant d'être reçu par le ministre de la Défense rwandais Juvenal Marizamunda, avec lequel il s'est entretenu au sujet de l'évaluation de l'état de la coopération militaire entre les armées des deux pays, pour échanger ensuite des présents

symboliques". Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a eu, par la suite, une rencontre bilatérale avec son homologue le Général d'Armée Moubarakh Muganga, avant d'élargir la réunion aux délégations des deux pays, où "les deux parties ont présidé les entretiens sur la coopération militaire entre les deux pays et les perspectives de sa promotion conformément aux aspirations des dirigeants des deux pays et leur volonté commune d'étendre la coordination aux domaines d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

En dépit du veto US, l'Algérie déterminée à faire entendre la voix de la Palestine au sein du CS

L'Algérie ne cesse de réitérer sa "détermination inépuisable" à poursuivre ses démarches au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, pour le pousser à assumer entièrement ses responsabilités et à appeler à un cessez-le-feu à Ghaza où les massacres sionistes contre le peuple palestinien désarmé se poursuivent dans l'impunité la plus totale.

Dès l'entame de son mandat en janvier 2024 en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité, l'Algérie, sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a intensifié ses efforts pour faire entendre haut et fort la voix du peuple palestinien au sein de cet organe central de l'ONU en convoquant des réunions d'urgence consacrées à cette cause juste.

Cependant, les efforts d'Alger se heurtent à l'incapacité du Conseil de sécurité à s'élever à la hauteur des appels et aspirations des peuples notamment après son énième échec mardi à appeler à un cessez-le-feu immédiat dans

la bande de Ghaza, suite au veto opposé par les Etats-Unis lors du vote sur un projet de résolution présenté par l'Algérie dans ce sens.

Regrettant cet échec, l'Algérie, par la voix de son représentant permanent auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a réaffirmé qu'elle "ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que le Conseil de sécurité assume pleinement ses responsabilités et appelle à un cessez-le-feu".

"Ce soir, nous enterrons nos martyrs en Palestine. Demain, l'Algérie reviendra au nom de la Nation arabo-musulmane et des hommes libres de par le monde, et avec nous, les âmes des milliers d'innocents assassinés par l'occupant israélien dans l'impunité la plus totale, pour frapper aux portes du Conseil et exiger l'arrêt du bain de sang en Palestine", avait réagi M. Bendjama dans son intervention après le vote.

Et d'insister: "Nous ne nous arrêterons pas tant que ce Conseil n'aura pas assumé son entière responsabilité et appelé à un cessez-le-feu, car notre volonté



est de fer et notre détermination est inépuisable".

Pour rappel, l'Algérie a présenté le projet de résolution pour des raisons humanitaires. Treize Etats ont voté en faveur de ce texte, tandis que le veto américain a été dénoncé par plusieurs pays y voyant pour certains un "feu vert" à l'entité sioniste pour perpétrer davantage de massacres en Palestine occupée.

Poursuite des mesures juridiques pour poursuivre les criminels sionistes

Parallèlement aux efforts diplomatiques de l'Algérie en vue de mettre fin à l'injustice historique que subit le peuple palestinien, la procédure judiciaire intentée par l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste

devant la Cour internationale de Justice (CIJ) à La Haye pour violation de la Convention sur le génocide de 1948, se poursuit, et l'occupant sioniste est désormais appelé à se conformer aux mesures conservatoires décidées fin janvier par la Cour à savoir: Arrêter de cibler des civils palestiniens, sanctionner les responsables sionistes incitant à la violence et autoriser l'entrée sans obstacles de l'aide humanitaire à Ghaza, où plus de 29.000 martyrs ont été enregistrés jusque-là.

Dans ce contexte, la CIJ a entamé lundi dernier les audiences publiques auxquelles une cinquantaine de pays prennent part dont l'Algérie, et ce suite à l'adoption, en décembre 2022

par l'Assemblée générale des Nations unies, de la résolution 247/77, qui demande un avis consultatif de la Cour sur les violations sionistes des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés.

Sur instructions du président de la République, l'Algérie a souligné mardi dans son plaidoyer devant la CIJ à La Haye, l'importance de se soumettre aux lois internationales relatives à l'occupation et de les faire respecter. "L'Algérie est profondément convaincue que l'impunité est la première loi des oppresseurs. Notre fonction est de leur dire qu'il y a une loi et que celle-ci doit être respectée et que ce n'est pas une loi de vengeance, mais de justice, c'est dans état d'esprit que l'Algérie réitère les demandes qu'elle a exprimées dans ses écrits antérieurs", a plaidé le professeur en droit international et membre de la Commission du droit international à l'ONU, Ahmed Laraba, dans son exposé devant la CIJ, au nom du groupe des juristes algériens.

Le ministère de l'Intérieur à l'écoute des préoccupations des citoyens

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a affirmé, mardi à Alger, que son secteur était soucieux, dans le cadre de l'Algérie nouvelle, d'instaurer des principes de travail fondés sur l'écoute des préoccupations des citoyens. Le secteur de l'Intérieur "s'emploie, dans le cadre de l'Algérie nouvelle, à instaurer de nouveaux principes de travail au niveau local, fondés sur la proximité, l'interaction et l'ouverture de canaux d'écoute des préoccupations des citoyens, ainsi que de nouvelles traditions plaçant

la réception des citoyens au cœur des missions des responsables locaux", a précisé M. Merad dans une allocution prononcée lors de la Rencontre nationale organisée par l'Instance du Médiateur de la République à l'École nationale d'administration (ENA) Moulay-Ahmed-Medeghri, sous le thème "Médiateur de la République: un acquis au service du citoyen". Et d'expliquer que "les walis de la République ont reçu des instructions à l'effet d'intégrer le traitement des requêtes des citoyens dans l'agenda des assemblées exécutives de wilaya, tous les trois mois, pour qu'ils

puissent examiner toutes les requêtes localement, en présence des représentants exécutifs et des délégués locaux du Médiateur de la République, en vue d'assurer une prise en charge optimale de ces requêtes". Le ministre de l'Intérieur a souligné, par là même, le souci de son secteur, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de "réactiver les registres de doléances au niveau des administrations et des établissements publics sous tutelle". Une démarche qui a permis, a-t-il dit, "une meilleure

coordination avec l'Instance du Médiateur de la République".

M. Merad a, par ailleurs, rappelé les résultats enregistrés en termes de parachèvement des chantiers de modernisation, notamment s'agissant de l'allègement des procédures administratives au profit des citoyens, à travers "le lancement de services en ligne à l'image de la plateforme numérique pour le dépôt de plaintes et la plateforme du guichet à distance, outre la possibilité de retrait en ligne de certains documents d'état civil".

"Le lancement prochain de nouveaux services via la plateforme



numérique en cours de finalisation renforceront davantage ces efforts", a-t-il poursuivi.

Cette rencontre, organisée à l'occasion du 4e anniversaire de la création de l'Instance du Médiateur de la République, est l'occasion de "faire le point sur les grands pas franchis par cet édifice institutionnel d'importance, qui constitue l'un des principaux piliers des réformes politiques d'envergure initiées par le président de la République dès son accession au pouvoir", a soutenu M. Merad.

L'engagement du président de la République à préserver le caractère social de l'Etat salué

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a salué, lundi dans un communiqué, l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à préserver le caractère social de l'Etat, un principe qui restera parmi les priorités auxquelles il accorde un intérêt particulier. A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la justice sociale (20 février), le CNDH a indiqué "suivre attentivement l'intérêt qu'accordent les hautes autorités du pays, à leur tête le Président de la République et l'engagement personnel de ce dernier, pour préserver le caractère social de l'Etat qu'il a réaffirmé à maintes reprises". Le CNDH a rappelé que le Président de la République avait exhorté toutes les parties



concernées à oeuvrer pour la protection du pouvoir d'achat, la préservation des emplois et la prise en charge sociale qui demeureront "parmi les priorités auxquelles nous accordons un intérêt particulier et pour lesquelles nous œuvrerons à mobiliser les ressources financières possibles, notamment au profit de la classe moyenne, les catégories à revenu limité et les couches démunies". Le Président Abdelmadjid Tebboune avait réaffirmé l'importance d'être à l'écoute des principales préoccupations

du monde de travail "en quête d'approches efficaces permettant de consolider les acquis réalisés, et ce par souci de veiller à la protection des droits des travailleurs et la préservation de leurs acquis socioprofessionnels", a ajouté le CNDH.

Le CNDH a passé en revue les acquis réalisés dans le cadre des efforts de l'Etat en matière d'amélioration du cadre de vie du citoyen algérien et préserver le caractère social de l'Etat.

Ainsi, le caractère social de l'Etat figurait parmi les principes annoncés dans la Déclaration du Premier Novembre et a été réitéré dans les différentes constitutions successives de l'Algérie indépendante. Et au vu de son importance extrême, cette question a été introduite dans les dispositions intangibles de la

Constitution.

De surcroît, poursuit le CNDH, "la mise en oeuvre des dispositions de la Constitution amendée de 2020 a mis en relief ce principe plus dans la réalité, à travers la décision cruciale des pouvoirs publics aux plus hauts niveaux, de placer la dignité du citoyen au-dessus de toute considération et d'œuvrer à concrétiser ce noble objectif, par la prise de toutes les mesures indispensables qui devront assurer l'application stricte de ce principe et dans une plus large mesure".

La prise en charge des habitants des zones d'ombre et la révolution opérée dans le domaine de l'habitat, toutes formules confondues, ainsi que la préservation du pouvoir d'achat du citoyen et l'institution de l'allocation chômage, sont autant de marques de l'intérêt

accordé par les pouvoirs publics à la préservation du caractère social de l'Etat.

Dans le même contexte, le CNDH a abordé le volet relatif au travail, relevant les "les évolutions positives qui se sont produites concernant ce droit dans son aspect syndical", rappelant ce qui a été introduit comme amendements sur la loi relative à l'exercice du droit syndical, à travers l'organisation des mesures relatives à la création de fédérations, de groupements et de confédérations syndicales et la consolidation de l'exercice du droit syndical.

Cet amendement reflète, comme relevé par le CNDH, "l'engagement de l'Algérie à honorer ses engagements internationaux, notamment ceux relatifs à la liberté syndicale et à la protection du droit syndical".

onsc / start-up:

Accompagnement des acteurs de la société civile en matière d'entrepreneuriat

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahem a passé en revue, mardi, avec le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, les opportunités de coopération dans les domaines de la formation et de l'accompagnement des associations et des acteurs de la société civile en matière d'entrepreneuriat.

Cette rencontre a été "l'occasion de passer en revue les opportunités de coopération entre l'Observatoire et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises dans les domaines

ayant trait à la formation et à l'accompagnement des associations et des différents acteurs de la société civile en matière d'entrepreneuriat, dans de nombreuses spécialités à l'instar des professions libérales et de l'artisanat", a indiqué un communiqué de l'ONSC.

Cette coopération bilatérale vise à "encourager et promouvoir l'économie nationale et à œuvrer pour l'intégration des associations et des acteurs de la société civile dans la vie économique, en les érigeant en source de richesse, au vu des mesures incitatives et des mécanismes de soutien mis en place par l'Etat algérien, destinés principalement à encourager les initiatives des jeunes, des



associations et des membres de la société civile".

Lors de cette rencontre, M. Benbrahem a relevé "la nécessité d'œuvrer au développement des capacités et des compétences des acteurs de la société civile

en la matière et de création d'entreprises activant dans différents projets".

Les deux parties ont, également, convenu d'organiser des initiatives de terrain visant à "diffuser la culture

entrepreneuriat au niveau local", à l'instar d'une initiative axée sur l'auto-entrepreneur, qui sera organisée dans les prochaines semaines, et de celle de l'agence mobile "Tamkine" qui sillonnera les différentes régions du pays dans les prochains jours.

Cette rencontre de concertation était, en outre, l'occasion de "souligner l'engagement des deux parties à constituer un groupe de travail conjoint pour la coordination, la coopération et le suivi, et un autre groupe de travail qui se chargera de la mise en oeuvre de ses conclusions, de manière à permettre le développement du travail et du rôle de la société civile en Algérie", conclut le communiqué.

Le projet de code de la route et sécurité routière au menu de la réunion du gouvernement



Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé mercredi une réunion du gouvernement cruciale. L'objectif est d'examiner le rapport préliminaire sur le projet du Code de la route. Cette initiative vise à

établir des règles claires pour la circulation routière, renforçant ainsi la sécurité sur nos routes.

En effet, ce projet de loi ambitieux de définir les normes de circulation routière. Il constitue également un pilier essentiel dans l'élaboration de la stratégie nationale de sécurité routière et de prévention des accidents.

Numérisation : accélération et modernisation

En outre, la numérisation des actes d'urbanisme représente une avancée majeure dans la modernisation administrative du pays, et ce en simplifiant les procédures et en accélérant le

traitement des demandes, elle contribuera à améliorer l'efficacité de l'administration publique. En effet, grâce à la numérisation, les citoyens auront accès à des services en ligne plus rapides et plus efficaces. Ils pourront déposer leurs demandes d'actes d'urbanisme et suivre leur traitement en temps réel, ce qui simplifiera considérablement les démarches administratives.

De plus, le renforcement du droit syndical est une priorité pour le gouvernement, et ce en garantissant aux travailleurs le droit de s'organiser et de négocier collectivement, cette

loi contribuera à améliorer les conditions de travail et à protéger les droits des employés.

En reconnaissant le droit syndical, le gouvernement envoie un message fort sur son engagement envers la protection des droits des travailleurs. Cela permettra aux employés de faire entendre leur voix et de défendre leurs intérêts de manière collective.

Adaptation de l'enseignement supérieur aux besoins de l'économie

Par ailleurs, il a aussi été question de l'adaptation de l'enseignement supérieur aux besoins de l'économie est un enjeu crucial

pour le développement du pays, et ce en formant des diplômés mieux adaptés aux exigences du marché du travail, le système éducatif contribuera à stimuler la croissance économique et à réduire le chômage.

Mais également en révisant la formation des détenteurs de doctorats, le gouvernement cherche à mieux aligner l'enseignement supérieur sur les besoins du marché du travail. Cela permettra aux diplômés de trouver plus facilement un emploi et de contribuer au développement économique du pays.

L'électroménager made in Algeria s'impose sur le marché local et européen

Le secteur de l'électroménager en Algérie connaît un essor remarquable, grâce à la dynamique de la production nationale, qui couvre près de 83% des besoins du marché local, selon le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Cette performance a permis à certaines entreprises algériennes d'exporter leurs produits vers des pays africains et européens, et de créer des emplois directs et indirects.

Le ministre a fait cette déclaration à l'occasion de la 2^e édition du Salon international de l'électroménager, qui s'est tenue du 13 au 19 février 2024 à Alger, avec la participation de 22 exposants. Il a souligné le développement qualitatif de cette industrie, qui répond aux exigences du marché mondial et aux attentes du consommateur algérien, de plus en plus soucieux d'acquérir des produits de qualité conformes aux normes internationales.

« La filière de l'électroménager a augmenté considérablement ses capacités de production, réussissant à couvrir près de 83% des besoins du marché local », a



précisé Aoun dans une allocution lue en son nom par la directrice générale du développement industriel au ministère, Amel Allam.

« Cette dynamique a permis à certaines entreprises du secteur d'exporter vers des pays africains et européens », a-t-il poursuivi, en mettant en avant le rôle de cette filière dans la création d'emplois directs et la densification du tissu industriel national.

Le ministre a également mis en avant les mesures incitatives prises par son département pour accompagner les opérateurs économiques activant dans ce domaine, notamment en matière d'encadrement, de financement, d'investissement et d'exportation. Il a rappelé la promulgation de la

nouvelle loi sur l'investissement et de ses décrets exécutifs, ainsi que l'ouverture de banques algériennes dans des pays africains, qui serviront de plateformes pour l'accompagnement des entreprises algériennes exportatrices, notamment dans le secteur électroménager.

Le ministre a, par ailleurs, salué l'importance de ce salon, qui se veut une vitrine pour la promotion de cette industrie et l'encouragement de la production nationale et de l'accès aux marchés étrangers. Il a invité les exposants à profiter de cette opportunité pour nouer des partenariats, échanger des expériences et présenter leurs innovations.

Le secteur de l'électroménager en Algérie est dominé par le secteur privé, qui représente 87% des entreprises activant dans cette filière. Il regroupe plusieurs segments, tels que la réfrigération, le lavage, la cuisson, le chauffage, le froid commercial, le petit électroménager et les équipements professionnels. Il emploie plus de 20.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 100 milliards de dinars.

baisse des prix

des légumes secs :

Chorfa annonce plusieurs mesures



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé l'ouverture de nouvelles unités publiques de commercialisation à prix réglementés.

Lors d'une rencontre avec les directeurs des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) et les cadres de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), le ministre a également évoqué la possibilité d'une baisse des prix de certains produits, qui sera annoncée ultérieurement.

Concernant les capacités de stockage des céréales, le ministre a indiqué que 350 unités de proximité seront réceptionnées d'ici la fin de

l'année en cours et début 2025. Ces unités seront plus proches des exploitations agricoles, tant publiques que privées.

En 2025 et début 2026, 30 silos de grande capacité seront réceptionnés et mis à la disposition de l'OAIC, a ajouté le ministre.

Le responsable du secteur a également salué l'ensemble des mesures et décisions prises par le président de la République, qui contribueront au succès de la campagne de labours et de semis. Parmi ces mesures figurent l'octroi gratuit de semences et d'engrais aux agriculteurs, ainsi que le report du paiement des redevances.

Augmentation des exportations de gaz naturel algérien vers l'Europe

Le marché du gaz dans le monde a enregistré une production record de 4051 milliards de mètres cubes en 2023, selon le rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz. Les pays membres du Forum ont contribué à plus de 40% de cette production, tandis que les non-membres ont approché les 60%.

Le rapport du mois de janvier du Forum des pays exportateurs de gaz a révélé que les membres ont produit 1657 milliards de mètres cubes de gaz l'année dernière, tandis que les non-membres ont atteint 2394 milliards de mètres cubes. Les pays du Forum,

accueillant leur sommet annuel entre le 29 février et le 2 mars, détiennent 70% des réserves mondiales de gaz confirmées et fournissent 47% des exportations de gaz via des pipelines, dépassant la moitié des exportations de GNL à l'échelle mondiale.

Évolution des exportations algériennes

Le rapport de février du Forum a noté une augmentation des exportations algériennes de gaz naturel vers l'Europe via des pipelines en janvier, tandis que les expéditions de GNL sont restées stables. L'Europe a importé 13,3 milliards de mètres cubes de gaz

naturel via des pipelines en janvier, enregistrant une augmentation de 7% par rapport à l'année précédente.

En janvier 2024, la Norvège est devenue le principal fournisseur de gaz naturel via des pipelines vers l'Union européenne, couvrant 58% des importations, suivie de la Russie avec 18% et de l'Algérie avec 16%.

À l'échelle mondiale, les États-Unis, le Qatar et l'Australie ont dominé les exportations de GNL en janvier. Le rapport souligne que les pays du Forum ont contribué à 48,2% des exportations mondiales de GNL.

Stabilité des exportations algériennes de GNL

Concernant l'Algérie, le rapport a noté une stabilité du nombre d'expéditions de GNL exportées en janvier 2024 par rapport à la même période de l'année précédente.

Le rapport a également mentionné une baisse significative des prix du gaz et du GNL en Europe et en Asie pour le deuxième mois consécutif, attribuée à divers facteurs tels que l'abondance de l'offre, les niveaux élevés de stockage et la faiblesse de la demande dans ces régions.

Pour conclure, le secteur mondial du gaz continue de connaître des fluctuations importantes, avec des



acteurs majeurs tels que les pays du Forum des pays exportateurs de gaz jouant un rôle central dans la dynamique du marché. Les défis persistants, tels que la volatilité des prix et les pressions environnementales, nécessitent une gestion prudente pour assurer la durabilité à long terme de l'industrie du gaz.

Le médiateur de la république d'Annaba, Amine Mouslem, présente son bilan des activités des quatre (4) années



Tayeb Zgaoula

Dans une salle pleine, colorée aux couleurs nationales, le médiateur de la république de la wilaya d'Annaba, Amin Mouslem, après avoir salué l'assistance et l'écoute de l'hymne national, a pris d'emblée la parole pour souhaiter la bienvenue à l'assistance avant de passer la parole au wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, devant une salle pleine archicomble, composée en grande partie d'anciens moudjahidines et fils de chahids. Le Chef de l'exécutif a n'a pas manqué dans sa courte intervention de souligner l'intérêt accordé par l'état à cette instance qui œuvre comme à travers tout le pays à la prise en charge des préoccupations des citoyens et leurs accompagnement dans ce cadre par les acteurs concernés soulignant l'intérêt accordé par l'état dans ce domaine et particulièrement aux préoccupations citoyennes pour répondre aux citoyens et à leurs doléances au niveau des institutions locales. Prenant ensuite la parole le médiateur de la république

s'est déclaré d'emblée satisfait des préoccupations prises au cours de ce mandat par la wilaya et les encouragements des responsables de l'exécutif. Le médiateur de la république qui a fait des présentations des passages filmés des réunions tenues au niveau de la wilaya et du président de la république Abdelmadjid Tebboune devant une forte assistance n'a pas caché son satisfecit en donnant des chiffres des requêtes reçues et le pourcentage des demandes qui ont été traitées dans ce domaine dans de différents services ainsi que les doléances au niveaux des administrations et la coordination avec les instances concernées. L'orateur a affirmé que des facilitations ont été accordées ce qui a donné confiance à cette institution et donc entre l'état et le citoyen et donc de coordination. Enfin à cette occasion le médiateur de la république de la wilaya n'a pas manqué d'honorer à cette occasion commémorative de la journée du Chahid des représentants de la famille révolutionnaire et d'associations civiles.

annaba / sauveGarde du patriMoine

Les phares à Annaba, leur implantation et leur histoire



Sara.Y

La richesse culturelle d'une région réside souvent dans son patrimoine, témoignage vivant de son histoire. Récemment, la direction de la culture d'Annaba a pris une initiative louable en entreprenant une sortie sur le terrain pour évaluer les phares historiques, notamment celui implanté dans la commune de Chetaibi. Cette démarche vise à constituer un dossier exhaustif afin d'inclure

ces édifices remarquables dans la liste des biens culturels supplémentaires de la wilaya d'Annaba. Si cette proposition est acceptée, ces phares seront officiellement classés comme monuments historiques nationaux, marquant ainsi leur importance dans le patrimoine culturel algérien. Parmi les phares examinés lors de cette sortie, on retrouve le phare du vieux port, témoin silencieux des activités maritimes passées.

Son architecture imposante et sa position stratégique en font un élément clé de l'histoire locale de cette région. De même, le phare de la baie ouest, avec son rôle dans la navigation et la sécurité maritime, mérite une attention particulière. Un autre point d'intérêt est le bâtiment situé à Ras Tkouch, qui ajoute une dimension supplémentaire à cette exploration patrimoniale. Son architecture spécifique pourrait

révéler des détails cruciaux sur son historique et la période à laquelle il a été construit et son utilisation initiale. La démarche de la direction de la culture témoigne son engagement envers la préservation du patrimoine, assurant ainsi son relai aux générations futures. La reconnaissance officielle de ces phares en tant que monuments historiques nationaux contribuerait non seulement à les protéger mais aussi à admettre

leur importance culturelle et historique. Cette initiative souligne l'importance de documenter et de préserver les éléments clés du patrimoine, car ils jouent un rôle crucial dans la compréhension de notre passé et la préservation de notre identité culturelle. Espérons que cette sortie sur le terrain marque le début d'une nouvelle ère de reconnaissance et de protection du riche patrimoine d'Annaba.

annaba / criMinalité

Vol de bijoux et blanchiment d'argent : Plus de 440 millions de centimes récupérés

**Sara.Y**

L'opération menée par les forces de la 7ème sûreté urbaine, dans le cadre de la lutte contre la criminalité, a abouti à l'arrestation d'une femme soupçonnée de vol de bijoux et une importante somme d'argent dans une résidence. Cette intervention a permis la récupération d'une quantité importante de bijoux et de la somme d'argent estimée à plus de 440 millions de centimes. Cette opération a été déclenchée à la suite d'une plainte déposée le 14 février 2024, faisant état d'un vol à l'intérieur d'une maison relevant territorialement de la compétence de la septième sûreté urbaine. Rapidement,

les autorités ont engagé des enquêtes minutieuses qui ont conduit à l'arrestation de la suspecte le 15 février 2024. La femme mise en cause, âgée de 38 ans, a été appréhendée, une fouille a permis de récupérer une quantité substantielle de bijoux, ainsi qu'une somme d'argent dépassant les 440 millions de centimes, en sus de la saisie des biens tels que des meubles et des appareils électroménagers. Après avoir procédé à toutes les formalités judiciaires nécessaires, la suspecte a été présentée par devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba le 19 février 2024. Les charges retenues contre cette dernière incluent le vol et le blanchiment d'argent.

annaba / sÛreté de WilaYa

Importante saisie de substances psychotropes et arrestation de deux individus

**Sara.Y**

L'es éléments de la sûreté de la wilaya d'Annaba ont récemment réalisé une importante prise dans le cadre de la lutte contre la criminalité et le trafic de substances hallucinogènes. Au cours de la semaine dernière, la brigade de lutte contre le trafic de drogue a réussi à saisir pas moins de 958 comprimés psychotropes et à procéder à la confiscation de substances illicites, mais également à l'arrestation de deux individus présumés impliqués dans ce réseau criminel. Les suspects, âgés de 26 et 34 ans, ont été appréhendés en possession des psychotropes constituant des preuves de leur implication dans le trafic de drogue. Outre la saisie des comprimés, les éléments de la police ont également récupéré une somme d'argent en monnaie nationale, provenant des activités

criminelles liées au trafic de drogue. Cette saisie et arrestation démontre l'ampleur des efforts déployés pour démanteler les réseaux illicites et mettre un terme à leurs activités lucratives.

À l'issue des procédures légales nécessaires, les deux individus ont été présentés par devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba, pour les griefs de possession illégale de substances psychotropes en vue de leur vente, pouvant entraîner des sanctions pénales sévères. La lutte contre le trafic de drogue demeure une des priorités absolues des différents corps policiers pour renforcer la sécurité dans la région, en mettant en œuvre des opérations ciblées et des stratégies efficaces pour déjouer les plans des trafiquants et assurer la protection des citoyens.

annaba / briGade réGionale de lutte contre le traFicde droGue

Saisie record de 10.000 comprimés de substances hallucinogènes

**S.F**

Poursuivant les activités des unités opérationnelles de la Sûreté Nationale, dans la lutte contre le fléau des drogues et des substances psychotropes, la brigade Régionale de Lutte contre le Trafic Illicite des Drogues à Annaba a pu, la semaine dernière, mettre fin à l'activité d'un réseau criminel organisé, spécialisé dans le trafic de drogue dure « ecstasy », dont l'activité s'étend à travers de nombreuses wilayas, avec l'arrestation de 03 individus âgés

entre 23 et 37 ans, et la saisie de 9.929 comprimés hallucinogènes de la drogue dure « Ecstasy », un véhicule de tourisme utilisée pour faire écouler la marchandise illicite, en plus des téléphones portables. Les suspects ont été déférés par devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba, le 20 février dans une affaire de détention, stockage, transport, exposition et mise en vente illégales de drogues dures « Ecstasy » dans le cadre d'une activité criminelle organisée.

annaba / aFFaires reliGieuses

Toutes les mosquées seront nettoyées à l'occasion du mois sacré de ramadhan

S.F

En prévision du mois sacré du mois sacré de Ramadhan, plusieurs mosquées feront l'objet d'une vaste opération de nettoyage, par les bénévoles afin d'accueillir les fidèles dans de meilleures conditions. A noter que, durant le mois sacré de Ramadhan, les mosquées sont très fréquentées par les fidèles, notamment pour accomplir la prière du Tarawih, prière spécifique au mois de Ramadhan, enregistrant par la suite un taux de fréquentation plus élevé que d'habitude.

En effet, plusieurs associations et citoyens volontaires ont décidé de consacrer leur temps et leurs efforts pour se constituer en groupe en vue de contribuer au nettoyage et à la préparation des mosquées de leurs cités avant l'arrivée du mois de ramadhan, et ce en nettoyant principalement les tapis de prière, dépoussiérant les éléments en bois, nettoyant le sol et les abords extérieurs de la mosquée.

Comme à l'accoutumée, et chaque année, un mois avant le mois sacré de Ramadhan, les associations caritatives et habitants



bénévoles s'activent à ces opérations de nettoyage et d'entretien à l'intérieur des mosquées et aux abords, dans le but de mieux préparer l'accueil du mois béni de Ramadhan.

ANNABA / SEMAINE MAGHRÉBINE DE LA SANTÉ

Une journée consacrée à la sensibilisation scientifique au profit des élèves et des étudiants

S.F
 Dans le cadre des activités de la Semaine maghrébine de la santé scolaire et universitaire consacrée au phénomène de l'obésité chez l'enfant, les équipes de santé scolaire de l'établissement public de santé de Berrahal, sous la tutelle du service d'Epidémiologie et de Médecine Préventive et du centre de santé scolaire, ont organisé une journée de sensibilisation scientifique au profit des

élèves du collège "Mehdi Abdallah" de la circonscription "Benaouda Benmostefa" (Ex-Draa Errich), sous le slogan : "Prévenir les risques d'obésité chez l'enfant. L'obésité chez l'enfant a été choisie comme thème cette année, eu égard aux risques liés à ce phénomène qui est à l'origine de maladies chroniques, à l'instar du diabète. A cet égard, il a été indiqué qu'une large frange de la société algérienne souffre d'obésité, du fait de mauvaises habitudes

alimentaires et de la sédentarité", insistant sur l'importance de la sensibilisation aux risques de ce phénomène, notamment en milieu scolaire. La lutte contre ce phénomène, en appelle à la conjugaison de nos efforts de prévention en adoptant une approche globale qui inclut l'éducation nutritionnelle, la promotion de l'activité physique, la sensibilisation du public. En mettant l'accent sur la nécessité de promouvoir la production d'aliments sains et



un comportement alimentaire favorisant évidemment l'activité saine, bien évidemment tout en physique.

ANNABA / DAÏRA EL HADJAR :

Les autorités déterminées à éradiquer les habitations précaires

S.F
 Les services de la Daïra d'El Hadjar sont à pied d'œuvre pour mener des enquêtes sur terrain en vue de procéder à l'éradication des habitations précaires, estimé à 120 habitations à Chaïba, relevant de la commune de Sidi Amar. Le

processus d'enquête sur le terrain est en cours pour vérifier si les propriétaires des dossiers résident réellement dans ces habitations et qu'ils ne bénéficient d'aucune formule de logement, de type aidé ou rural. Pour l'instant, il n'y a pas de liste nominale établie des logements précaires dans les

quartiers « 1 » et « 2 » de Chaïba, en raison du non achèvement des enquêtes sur le terrain qui se déroulent parallèlement avec l'étude des dossiers des demandeurs de logement. Les mêmes services ont mobilisé tous les moyens matériels et humains pour assurer le bon déroulement

des enquêtes et l'étude des dossiers dans les meilleures conditions. Dans le même sillage les habitants des quartiers "1" et "2" de Chaïba exigent la libération des liste nominale des bénéficiaires afin qu'ils puissent accéder à un logement décent et à une vie normale avec des



commodités essentielles telles que l'eau, l'électricité, et le gaz.

ANNABA / ALLOCATION DE SOLIDARITÉ DE RAMADHAN

Les APC des douze communes lancent des enquêtes sur les demandeurs

S.F
 Les différentes communes de la wilaya ont ouvert des enquêtes sur la situation sociale des demandeurs de l'allocation de solidarité pour le mois sacré du Ramadan et ont commencé à étudier les dossiers réceptionnés au niveau des services des affaires sociales. De nombreux titulaires de dossiers ont été exclus dans le cadre du tri et de l'épuration des dossiers, afin d'orienter cette allocation de

solidarité vers les nécessiteux. Les catégories sociales concernées par l'exclusion sont les personnes dont le salaire dépasse le SMIC national (20.000 DA), celles inscrites à la caisse d'assurance des non-salariés «CASNOS », les bénéficiaires de l'allocation chômage, les bénéficiaires des fonds de soutien de l'État, les bénéficiaires de prêts agricoles, les célibataires, les divorcés, et les veuves sans enfants. Ces procédures sont

venues exclure ces groupes sur la base de l'instruction Ministérielle n°1 du 16 avril 2019, ainsi que de l'Instruction Ministérielle du 13 novembre 2023, qui reprend les conditions légales d'accès au bénéfice de l'allocation de solidarité pour le mois sacré du Ramadhan et ce à l'issue des investigations, et épuration des listes des candidats à cette allocation de solidarité, y compris les conditions pour en bénéficier avant l'avènement du



mois sacré du Ramadan, estimées à 10.000 DZD, et permettre aux bénéficiaires de subvenir à leurs besoins en ce mois sacré.

ANNABA / SOLIDARITÉ

L'association "Green Bike" au chevet des personnes démunies

Sara.Y
 L'association « Green Bike » a récemment initié une action caritative bénévole sous le slogan « Vélos de bienfaisance », en distribuant des repas chauds aux personnes sans-abris. Utilisant des vélos, les bénévoles, , ont parcouru les rues du centre-ville pour offrir des repas chauds aux personnes dans le besoin. Cette action altruiste a été saluée par la population locale qui loue les efforts constants de cette association tout au long de l'année, que ce soit

dans des initiatives sociales, environnementales ou de préservation du patrimoine. Les jeunes volontaires, représentant diverses tranches d'âge, confirment leur engagement renouvelé en matière de bénévolat. Des citoyens approchés par nos soins ont exprimé leur admiration pour les diverses initiatives de préservation de l'environnement et des sites historiques menées par « Green Bike ». L'association s'active également dans la sensibilisation des citoyens pour la préservation de l'environnement, des sites

touristiques, historiques et les espaces publics. Les campagnes lancées par l'association, via les réseaux sociaux, souligne l'importance de la conservation de l'environnement et vise à instaurer une culture responsable envers les comportements irresponsables, tels que le jet anarchique de déchets, particulièrement dans les zones touristiques et les sites historiques d'Annaba. L'association demeure fidèle à sa mission de protection du patrimoine historique et touristique d'Annaba, appelant



à l'implication de toutes ces initiatives caritatives et composantes de la société dans significatives.

Pour la 4e fois, Washington bloque la résolution du Conseil de sécurité pour un cessez-le-feu à Gaza

Pour la quatrième fois depuis le début de la guerre à Gaza, les États-Unis ont opposé mardi leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant un cessez-le-feu immédiat dans le territoire assiégé, selon Arabenews. L'envoyé américain a déclaré qu'une telle résolution interférerait avec les négociations «sensibles» en cours, menées par Washington, qui tentent de mettre un terme aux hostilités.

Treize des quinze membres du Conseil ont voté en faveur de la résolution, rédigée par l'Algérie. Le Royaume-Uni s'est abstenu.

Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis à l'ONU, a qualifié le vote de mardi d'«irresponsable» (Capture d'écran/UNTV).

«Cette résolution est une prise de position contre les partisans du meurtre et de la haine», a indiqué l'ambassadeur d'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, avant le vote.



«Un vote en faveur de ce projet de résolution est un soutien au droit à la vie des Palestiniens. À l'inverse, voter contre implique l'approbation de la violence brutale et de la punition collective qui leur sont infligées», a-t-il ajouté.

«Aujourd'hui, chaque Palestinien est une cible d'extermination et de génocide. Combien de vies innocentes doivent être sacrifiées avant que le Conseil ne juge nécessaire d'appeler à un cessez-le-feu?», s'est-il demandé.

Plus de 29 000 Palestiniens

ont été tués à Gaza depuis que les forces israéliennes ont commencé leurs bombardements à la suite des attaques du 7 octobre menées par le Hamas, selon le ministère de la Santé du territoire. Environ 70 000 personnes ont été blessées et des milliers de corps seraient encore ensevelis sous les décombres des bâtiments détruits.

Après le vote, Bendjama a promis qu'il continuerait à frapper à la porte du Conseil de sécurité pour exiger la fin de l'effusion de sang à Gaza.

«Nous ne nous fatiguerons jamais et nous ne nous arrêterons jamais», a-t-il assuré. Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis auprès des Nations unies, a qualifié le vote de mardi d'«irresponsable».

Elle a signalé samedi que Washington bloquerait le projet de résolution, craignant qu'il ne compromette les négociations en cours visant à obtenir une pause dans les combats et la libération des derniers otages israéliens détenus par le Hamas et d'autres groupes dans la bande de Gaza.

«Toute mesure prise par le Conseil devrait contribuer à ne pas entraver les négociations sensibles en cours», a-t-elle précisé avant le vote, avertissant que la résolution algérienne ne ferait qu'entraver ces pourparlers.

«Exiger un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel sans un accord exigeant du Hamas qu'il libère les otages n'apportera pas une paix durable. Au contraire, cela pourrait prolonger les combats

entre le Hamas et Israël», a-t-elle expliqué.

Outre l'appel à un cessez-le-feu immédiat, le projet de résolution soutenu par les pays arabes exigeait de plus la libération immédiate de tous les otages. Le projet a également rejeté le déplacement forcé de civils palestiniens, appelé à l'acheminement sans restriction de l'aide humanitaire à la population de Gaza et réitéré les demandes du Conseil pour qu'Israël et le Hamas «respectent à la lettre» les règles du droit international, surtout en ce qui concerne la protection des civils. Il a aussi condamné «tous les actes de terrorisme», sans nommer explicitement l'une ou l'autre des parties.

Dans une décision surprise prise dimanche soir, les États-Unis ont déposé dans la nuit de dimanche à lundi leur propre projet de résolution sur Gaza, qui appelle par ailleurs à un «cessez-le-feu», mais le qualifie de temporaire, à mettre en œuvre «dès que possible» et «sur la base de la formule de libération de tous les otages».

Syrie

Au moins deux morts dans une frappe israélienne à Damas

Au moins deux personnes ont été tuées mercredi dans une frappe attribuée à Israël sur un quartier de la capitale syrienne Damas, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) et la télévision d'Etat.

«Une attaque israélienne avec des missiles vise le quartier habité de Kafr Sousa dans la capitale Damas», a déclaré la télévision nationale, avant d'annoncer un bilan de deux morts.

«Au moins deux personnes ont été tuées dans l'attaque

aérienne israélienne contre un appartement» dans ce quartier, a indiqué de son côté l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie en guerre.

Kafr Sousa est un quartier huppé de la capitale syrienne abritant notamment des bâtiments officiels, des quartiers généraux militaires et de sécurité, ainsi qu'un centre culturel iranien situé pas loin de l'immeuble visé, a précisé l'OSDH.

L'agence de presse officielle Sana a diffusé des photos

présentées comme des dégâts à la suite de la frappe, montrant un immeuble en partie calciné et les fenêtres brisées, avec des flammes s'élevant d'un des appartements.

Selon un photographe de l'AFP, l'attaque a visé un immeuble de neuf étages, dont le quatrième a été particulièrement touché, et a endommagé des voitures devant le bâtiment.

Les forces de sécurité ont établi un cordon de sécurité autour de l'immeuble, alors que des pompiers tentaient d'éteindre le



feu, selon la même source. L'armée israélienne a mené des centaines de frappes aériennes

en Syrie depuis le début en 2011 de la guerre civile dans ce pays voisin.



Un haut responsable américain au Moyen-Orient pour négocier la libération des otages de Gaza

Le conseiller du président américain Joe Biden pour le Moyen-Orient se rend cette semaine dans la région pour tenter de faire avancer l'accord sur les otages et s'entretenir avec Israël au sujet de son offensive prévue à Rafah, a annoncé la Maison Blanche mardi.

Brett McGurk, coordinateur de la Maison Blanche pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, va mener des discussions mercredi en Egypte et jeudi en Israël, a déclaré le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby. Ce voyage intervient au

moment où les États-Unis et deux autres médiateurs, le Qatar et l'Égypte, tentent d'arracher, avant le ramadan début mars, un nouvel accord de trêve permettant une pause de plusieurs semaines dans les combats, assortie de la libération d'otages.

ukraine:

Poutine est-il en train de gagner?

PARIS: L'ancien président George W. Bush pensait avoir entrevu une partie de "son âme". L'ex-Premier ministre britannique Tony Blair estimait qu'il méritait une place à la "table d'honneur" et Emmanuel Macron l'avait convié à de longues heures de discussion dans la résidence estivale des présidents français. Selon Arabenews.

Depuis plus de 24 ans qu'il est au pouvoir en Russie, les dirigeants occidentaux ont souvent pensé comprendre la stratégie de Vladimir Poutine, et défendu la place de Moscou comme partenaire international.

Cette approche a volé en éclats le 24 février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine.

Dans les premiers mois du conflit, l'armée russe a certes échoué à prendre les principales villes

ukrainiennes, dans ce qui devait être une offensive éclair.

Mais l'homme fort du Kremlin affiche aujourd'hui une satisfaction croissante, allant jusqu'à assurer début février qu'une défaite stratégique de la Russie est "impossible par définition". Ses troupes ont neutralisé cet été une contre-offensive ukrainienne, et de larges pans de territoires dans le sud et l'est de l'Ukraine restent aux mains de la Russie, tout comme la péninsule de Crimée annexée en 2014. La semaine dernière, Moscou a par ailleurs remporté une victoire symbolique en s'emparant de la ville d'Avdiivka, dans le Donbass.

Soutien vital pour l'Ukraine

Face à lui, les dirigeants occidentaux ne cessent de répéter leur refus de voir la Russie gagner

en Ukraine.

"Le président Poutine est persuadé qu'il peut tenir plus longtemps que l'Occident. Il nous incombe donc de faire preuve de détermination pour lui prouver qu'il a tort", commentait récemment un haut responsable occidental, sous couvert d'anonymat.

Mais l'humeur est sombre dans le camp pro-ukrainien, miné par ses divisions et peinant à tenir ses promesses d'aide à Kiev.

Or, seul un soutien accru à une Ukraine bientôt à court de munitions peut changer la donne, estiment nombre d'analystes. Mais il est loin d'être garanti, au moment où les élus américains se déchirent sur un nouveau programme d'aide, et où l'hypothèse d'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche tétanise les Européens.



Ses dernières attaques contre les mauvais payeurs de l'OTAN augurent mal de sa solidarité avec les membres de l'Alliance face à une éventuelle agression russe.

Moscou et Kiev "font la course pour reconstruire leur capacité offensive. Si les fonds occidentaux

ne sont pas débloqués, si la Russie prend l'avantage d'une manière ou d'une autre, elle aura la possibilité de faire de nouveaux progrès", explique à l'AFP Andrea Kendall Taylor, chercheuse au Center for New American Security, basé à Washington.

Un bombardement fait deux morts au Kurdistan d'Irak



Deux personnes ont été tuées au Kurdistan autonome d'Irak dans un bombardement imputé à la

Turquie, ont rapporté une source de sécurité et un responsable médical dans le nord irakien, où Ankara mène régulièrement des

frappes contre les combattants kurdes turcs du PKK.

L'armée turque confirme épisodiquement ses bombardements en territoire irakien, où elle mène régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et ses positions au Kurdistan autonome d'Irak et dans la région montagneuse du Sinjar. Le bombardement de mardi a eu lieu en soirée près du village reculé de Kafya, dans la région montagneuse d'Akre, située dans le nord de l'Irak non loin de la frontière avec la Turquie, a assuré à l'AFP la source

sécuritaire s'exprimant sous couvert d'anonymat.

"Deux civils ont été tués et un troisième blessé dans un bombardement aérien turc", a précisé cette source, ajoutant qu'une équipe médicale avait été dépêchée sur le site avec les proches des victimes pour récupérer les corps.

De son côté, un responsable médical a fait état d'un bilan de deux morts et de deux blessés dans un bombardement dans la région d'Akre.

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose également de bases

arrières dans cette région.

Samedi le ministère turc de la Défense avait rapporté la mort d'un soldat turc dans une attaque contre une base militaire turque dans le nord de l'Irak.

Au moins 18 soldats turcs avaient été tués dans des attaques séparées en janvier et décembre dernier dans le nord de l'Irak.

En octobre, le président turc Recep Tayyip Erdogan assurait que son pays allait "continuer d'intensifier" ses frappes en Irak et en Syrie contre le PKK, classé groupe "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

paris:

La grève s'enlise, vers un troisième jour de fermeture de la Tour Eiffel

PARIS: Le monument le plus célèbre de France fermé un troisième jour de suite. La Tour Eiffel restera probablement inaccessible jusqu'à jeudi, la grève reconductible lancée lundi par les deux syndicats représentatifs du personnel semblant s'enliser.

"Il n'y a aucune chance que ça se débloque dans la nuit" de mardi à mercredi, a affirmé mardi à l'AFP Stéphane Dieu, délégué syndical de la CGT, représentant majoritaire des quelque 360 salariés de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (Sete).

La direction de la Sete "refuse de négocier" et la Ville de Paris, son actionnaire ultra-majoritaire, "refuse même de nous recevoir", assure M. Dieu pour expliquer pourquoi les négociations ont



tourné court mardi matin.

La fermeture suscite la frustration de milliers de visiteurs, majoritairement étrangers (environ 80% selon les statistiques de 2023). Ils sont automatiquement remboursés, a assuré la Sete à l'AFP.

Bras de fer

A cinq mois des Jeux olympiques

(26 juillet - 11 août), le bras de fer entre les deux syndicats - CGT et FO - et la municipalité a pour objet le modèle économique de la Sete, en cours de réécriture avec un avenant au contrat de délégation de service public qui court jusqu'en 2030.

L'avenant doit être validé en mai au Conseil de Paris. Mais "si le

propriétaire (la mairie) impose un modèle intenable, on montrera notre désapprobation en juillet" pendant les JO, prévient Stéphane Dieu.

Les deux syndicats avaient déjà déclenché une grève entraînant la fermeture de la Dame de Fer le 27 décembre, jour du centième anniversaire de la disparition de Gustave Eiffel.

Ils reprochent à la mairie une "recherche de rentabilité à tout prix et à court terme" et lui demandent d'être "raisonnable au niveau de ses exigences financières afin d'assurer la pérennité du monument et de l'entreprise qui le gère".

L'équilibre économique de la Tour Eiffel, qui a retrouvé en 2023 une fréquentation supérieure à ce qu'elle était avant le Covid-19, avec 6,3 millions de visiteurs,

a été fragilisé par quelque 120 millions d'euros de manque à gagner lors des deux années de crise sanitaire (2020 et 2021).

Pour faire face, la Sete a bien été recapitalisée à hauteur de 60 millions d'euros en 2021. Mais aux pertes de recettes s'est ajoutée une facture supplémentaire équivalente - environ 130 millions d'euros - de surcoûts de travaux de rénovation, principalement liés à l'actuelle campagne de peinture, compliquée par la découverte de traces de plomb.

Selon la CGT, l'actuel contrat est biaisé par une "sur-évaluation des recettes basées sur des objectifs de fréquentation annuelle de 7,4 millions de visiteurs", soit "des niveaux de fréquentation jamais atteints".

Comment l'Algérie a raté un choc face à l'Albiceleste

L'équipe nationale se regroupera dès le 18 mars prochain pour une nouvelle aventure probablement sous les ordres d'un nouveau sélectionneur.

Les débuts du nouveau coach se feront au stade du 5-Juillet lors d'un match contre la formation de Bolivie, avant de croiser le fer avec l'Afrique du Sud au Nelson-Mandela Stadium, des rencontres qui auraient pu être annulées ou qui auraient tout simplement été remplacées par de gros chocs si Belmadi était resté comme sélectionneur. En effet, selon une source proche de la FAF, le désormais ancien coach des Verts n'était pas du tout d'accord à jouer ce tournoi, il trouvait le niveau des équipes choisies très faible pour son équipe, il aurait même affirmé à ses proches qu'il n'allait pas disputer ces matches, un épisode du grand désaccord qu'il y avait entre lui et l'actuel président Walid Sadi qui est d'ailleurs derrière la programmation de ce stage, en marge de sa virée en Arabie saoudite l'automne dernier.

D'après la même source, Belmadi était plus intéressé par un match contre l'Argentine, puisque l'Albiceleste avait fait une proposition alléchante à la FAF via

un agent argentin, pour un match en Arabie saoudite le 23 mars, avec comme bonus une prime conséquente pour l'EN, ce qui avait intéressé à plus d'un titre le coach de l'époque.

Soucieux d'élever le niveau, et croyant que les choses allaient bien se passer en Côte d'Ivoire, Belmadi avait mis le cap sur ce match contre l'Argentine. On ne sait pas comment il allait procéder pour imposer ce match, mais on sait au moins qu'il allait catégoriquement refuser d'affronter la Bolivie, l'Afsud et Andorre (le programme n'était pas encore disponible), un refus qui aurait mis le feu aux poudres dans les relations avec son président et ça aurait mené l'EN vers l'impasse.

Contrat et dédommagement

Les relations étaient donc tendues bien avant cette CAN, et les résultats négatifs ont mis le feu aux poudres. Il y a eu cette éviction du coach, suivie de l'affaire du dédommagement, une source proche du dossier nous a laissé entendre d'ailleurs que Belmadi n'irait pas à la FIFA, il y aurait une intervention qui l'en aurait dissuadé, avec des arguments plus ou moins convaincants, affaire à suivre.

S.M.A



Mahrez ne va pas ranger le maillot algérien de sitôt



Avec l'annonce du départ de Djamel Belmadi après l'élimination de l'Algérie de la Coupe d'Afrique contre la Mauritanie le 23 janvier dernier, des rumeurs ont circulé concernant une future annonce de retraite internationale de certains cadres de l'équipe, dont Riyad Mahrez. Une rumeur que nous avons rapidement démenti, mais qui refait surface ces dernières heures.

Ce mardi, certains médias du continent ont relaté une information assez particulière

concernant le capitaine de l'Algérie Riyad Mahrez, annonçant que le Fennec est à deux doigts d'annoncer sa retraite internationale suite aux récentes déceptions qu'il a connu avec les Verts. Une information qui est cependant totalement fautive et nous pouvons vous affirmer avec conviction que le natif de Sarcelles est loin d'avoir dit son dernier mot avec la sélection.

Selon nos sources exclusives La Gazette du Fennec, issues de l'entourage proche du joueur algérien, Riyad Mahrez ne veut

pas rester sur un échec. L'ailier droit, qui fête ses 33 ans ce mercredi, veut au minimum participer à la prochaine Coupe d'Afrique 2025 au Maroc, et sans doute à la prochaine Coupe du Monde 2026 en Amérique du Nord. Tout dépendra bien entendu du prochain sélectionneur, mais il est dur de l'imaginer se dispenser d'un aussi grand nom que celui de Mahrez.

Mahrez veut encore marquer l'histoire de la sélection

Mahrez est un joueur historique de l'Algérie, c'est un fait.

L'ancien pensionnaire de Manchester City a un palmarès impressionnant, que ce soit avec l'équipe nationale ou individuellement, et ne ratera donc pas l'occasion de l'étoffer et de battre de nouveaux records. Avec 93 apparitions avec le maillot des Verts, on peut facilement penser que Mahrez vise le cap symbolique des 100 sélections, tout comme Islam Slimani. Également troisième meilleur buteur des Fennecs avec 31 goals, le Champion d'Afrique 2019 est à 5 buts d'égaliser

l'ancien record d'un certain Abdelhafid Tassafout (36) et de devenir le second meilleur buteur de l'histoire de la sélection.

L'Algérien a donc encore de beaux jours devant lui en équipe nationale, et il serait absolument regrettable de réduire Mahrez à cause de la dernière Coupe d'Afrique. Bien conscient du faux pas en Côte d'Ivoire, le joueur d'Ahli SC garde sa détermination pour les prochaines échéances de l'Algérie.

barça:

Xavi aurait fouillé les téléphones de son staff pour trouver la taupe

La relation entre Xavi et la presse catalane se crispe. Ces dernières semaines, les signes d'agacement de l'entraîneur de 44 ans s'étaient déjà multipliés, que ce soit lors de l'annonce de son départ du Barça à l'issue de la saison, ou encore la semaine dernière lorsqu'il était incongrûment interrogé sur l'actualité de Kylian Mbappé en conférence

de presse. Hier, Frenkie de Jong est lui aussi monté au créneau en évoquant les « mensonges de la presse » sur sa situation contractuelle. Une cabale médiatique dans laquelle son entraîneur semble plus que jamais engagé.

Selon l'émission El Chiringuito, Xavi mènerait actuellement une enquête pour repérer la taupe de son

vestiaire, suite aux récentes informations ayant fuité dans la presse. Ainsi, tous les membres de son staff auraient été invités à poser leurs téléphones sur une table, avant de dévoiler leurs conversations sur Whats App. Xavi aurait également passé quelques appels téléphoniques dans les médias pour identifier la fuite. Ambiance...



Le casting 5 étoiles du Bayern Munich pour remplacer Thomas Tuchel

Le Bayern Munich et Thomas Tuchel vont se séparer à l'issue de la saison 2023-24. La course à sa succession est d'ores et déjà ouverte.

Le Bayern Munich a tranché. Ce mercredi, les pensionnaires de l'Allianz Arena ont officialisé le départ de Thomas Tuchel à la fin de l'exercice 2023-24. Le technicien de 50 ans, arrivé fin mars 2023 pour remplacer Julian Nagelsmann, n'a pas réussi à relancer la machine bavaroise. Outre les résultats décevants, ses relations glaciales avec certains cadres ou encore certains de ses choix ont conduit à sa perte et donc à ce communiqué publié en fin de matinée. Les deux parties se sont entendues pour se quitter d'un commun accord comme l'a précisé TT. « Nous avons convenu que nous mettrons fin à notre collaboration après cette saison. D'ici là, mon équipe d'entraîneurs et moi-même continuerons bien sûr à faire tout notre possible pour assurer un maximum de succès. » Le chapitre Tuchel prendra donc fin dans quelques semaines au plus tard. Mais les dirigeants vont déjà devoir se mettre en quête d'un successeur. Plusieurs noms sont d'ailleurs sortis du chapeau. Celui qui revient le plus est celui de Xabi Alonso. Comme évoqué

sur notre site, le profil et le travail du coach espagnol au Bayer Leverkusen sont très appréciés.

Xabi Alonso, la piste n°1

De plus, il présente l'avantage de bien connaître la maison, lui qui a joué là-bas. Mais les Bavarois, qui aiment piocher chez les concurrents et qui ont déjà contacté le clan Xabi Alonso, ont un petit problème qui se nomme Liverpool. Les Reds en pincent aussi pour l'ancien joueur du Real Madrid. Ils voient en lui le successeur de Jürgen Klopp. Ce dernier pourrait aussi être une solution pour le Bayern Munich si le plan A venait à échouer. En Angleterre, l'ex-entraîneur du BVB a réussi des merveilles avec le club de la Mersey, qu'il a mené au succès en Premier League ou encore en Ligue des Champions. Sa solide expérience du très haut niveau et sa parfaite connaissance du foot allemand seraient un gros plus.

Mais ce n'est pas forcément le nom qui ressort le plus après celui de Xabi Alonso. Depuis quelques jours, la presse italienne et allemande évoquent la piste menant à Zinedine Zidane. Libre depuis son départ de la Casa Blanca, le Français avait les Bleus dans un coin de la tête. Mais Didier Deschamps a prolongé. Même chose pour le Real Madrid, où Carlo Ancelotti



a étendu son bail. Sans club, Zizou veut reprendre du service comme il l'a avoué à plusieurs reprises. Le Bayern Munich coche de nombreuses cases puisqu'il s'agit d'un très gros club, ambitieux et qui jouera à fond sur tous les tableaux.

Zidane est aussi suivi

Seul problème, ZZ préférerait entraîner dans un pays où il maîtrise la langue, même si il voit le Rekordmeister comme une grande institution digne du Real Madrid. Ce qui n'est pas le cas en Allemagne. Mais les Bavarois sont vraiment séduits. Sky Germany indique que les dirigeants apprécient son aura et son expérience, ainsi que le fait qu'il soit disponible très

rapidement. Pour le moment, il n'y a encore rien de concret à ce stade, alors qu'un proche du Français a confié auprès de Sport1 être plutôt confiant dans ce dossier. Mais nul doute que cela devrait s'accélérer après l'annonce du départ de Tuchel. Idem pour Hans Dieter Flick. Libre depuis la fin de son aventure avec la sélection allemande, il est toujours dans les petits papiers de la direction munichoise.

SportBild a indiqué la semaine dernière que le club pense à son retour, lui qui a dirigé avec succès l'équipe par le passé. De son côté, Flick est aussi attentif à ce qu'il se passe en Bavière, lui qui vit à 40 kilomètres du centre d'entraînement. Disponible et proche, il coche de nombreuses cases. Pourtant, la presse ibérique assure qu'il veut rejoindre le FC Barcelone, où Xavi va s'en aller à la fin de la saison. L'ancien sélectionneur allemand prend même des cours d'espagnol.

Plusieurs entraîneurs sont intéressés

Autre profil étudié : celui de Sebastian Hoeneß. Le neveu du président d'honneur du Bayern Munich, Uli Hoeneß, fait du bon boulot avec Stuttgart, qui est troisième de Bundesliga. Un entraîneur d'avenir qui pourrait être un pari. Outre la folle

rumeur Thomas Müller, d'autres grands entraîneurs, eux, ont fait des appels du pied au Bayern Munich. José Mourinho, qui a été limogé de l'AS Roma en janvier dernier, est très intéressé par ce poste. Le Portugais, qui a connu des succès dans plusieurs ligues, rêve d'entraîner le géant allemand. Idem pour Antonio Conte, prêt à rejoindre le club de Bundesliga. Plusieurs candidats sont donc sur la ligne de départ pour cet été.

Mais si les Munichois décidaient de se séparer de Tuchel avant la fin de la saison, Sky Germany explique que l'écurie allemande a déjà coché un nom pour assurer l'intérim : celui d'Ole Gunnar Solskjaer. Une piste surprenante mais pas tant que ça au final. L'ancien coach de Manchester United, sans emploi depuis novembre 2021, connaît très bien le directeur sportif bavarois, Christoph Freund. Ce dernier le suit depuis des années et apprécie son style. Aucune discussion sérieuse n'a eu lieu, mais son nom est cité. En cas d'arrivée, il aurait donc un peu de temps pour relancer le club et pourquoi pas devenir une solution à long terme. Il figure donc parmi les entraîneurs suivis, avec Xabi Alonso en priorité et Zinedine Zidane en plan B. Le casting est ouvert à Munich.

Mbappé à Barcelone, la grosse surprise !



Annoncé au Real Madrid en fin de saison, Kylian Mbappé a passé deux jours à Barcelone en compagnie d'Achraf Hakimi et Arnau Tenas.

Le timing interpelle, forcément. Alors que les médias français et espagnols annoncent depuis une semaine sa signature au Real Madrid en fin de saison comme acquise, Kylian Mbappé a été aperçu à... Barcelone. L'attaquant du

PSG a effectivement profité de deux jours de repos pour filer en Catalogne, en compagnie d'Achraf Hakimi et Arnau Tenas. A-t-il profité de cette courte parenthèse sur la côte méditerranéenne pour voir les dirigeants du Barça ? Selon Sport, c'est surtout pour décompresser et faire la fête que le champion du monde 2018 s'est rendu en Espagne. Et son séjour a pris fin ce mercredi, puisque lui et ses deux coéquipiers sont attendus

à Paris pour la reprise de l'entraînement. Un nouveau coup de bluff de Mbappé ? Malgré tout, difficile de ne pas imaginer un nouveau coup de bluff de la part de « Kyk's », dont l'entourage sait manipuler la presse. Dans le podcast Caught Offside, l'insider Ben Jacobs a ainsi expliqué que les récentes rumeurs sur l'existence de contacts entre la star tricolore et Manchester City étaient surtout destinées à mettre la

pression sur les Merengues. Rien ne dit, donc, que ce voyage improvisé à Barcelone, sur les terres du grand rival de la Maison Blanche, ne soit pas un peu calculé de la part de l'international français. Un Kylian Mbappé qui, interrogé sur un éventuel accord avec le Real Madrid alors qu'il signait des autographes à quelques fans venus à sa rencontre, n'a souhaité faire aucun commentaire.



Apple Vision Pro 2 : la seconde génération du casque ne pourrait arriver qu'à la fin 2025

Le nouveau casque de réalité mixte d'Apple, le Vision Pro, pourrait bien à l'avenir bénéficier d'une deuxième génération. Mais il faudrait bien patienter pour la découvrir ! Depuis quelques semaines, il est possible d'observer aux États-Unis des personnes en train de se balader avec le casque d'Apple sur le crâne, ou même au volant d'un Cybertruck Tesla ! En effet, si, au regard de son prix, il reste un produit de niche, le casque semble tout de même commencer à trouver son public. Et Apple veut lui laisser du temps, au vu de ses plans pour un éventuel Vision Pro 2.

Un Apple Vision Pro 2 dans 18 mois



?

Dans la tech, quand un produit sort, l'une des premières questions qui suit est souvent « à quand le suivant

? » Et ce surtout quand il s'agit d'une nouveauté, nécessairement amenée à s'améliorer. Si c'est ce que vous vous êtes demandés au lancement de

l'Apple Vision Pro, eh bien, un début de réponse vient d'être ébauché par Mark Gurman.

Le journaliste de Bloomberg spécialisé dans l'actualité de la marque à la pomme vient en effet de donner une première date potentielle. D'après ce dernier, un Apple Vision Pro 2 devrait bien mettre 18 mois avant d'arriver sur le marché, ce qui nous donnerait une officialisation à la rentrée 2025 ! De quoi appeler à la patience.

La première génération, le test pour Apple

Il faut dire que si le casque se vend bien, malgré son prix de départ extrêmement élevé de 3500 dollars, il n'est pas sans défauts. Mark

Gurman a ainsi pu noter certains problèmes en discutant avec des porteurs qui avaient décidé de rendre leur casque, comme son poids, l'étroitesse de son champ de vision, voire une certaine propension à créer des maux de tête.

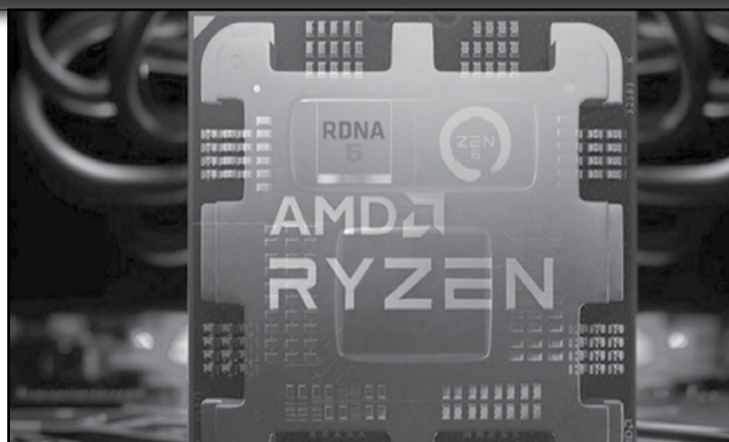
Autant de petits soucis sur lesquels Apple va devoir plancher pour obtenir des améliorations notables. Il est ainsi logique que la firme de Cupertino se donne le temps de sortir une seconde génération, qui pourrait alors apporter des solutions à ce qui ne va pas encore dans l'Apple Vision Pro. Et peut-être même, qui sait, réduire un peu le prix ?

AMD MEDUSA :

Les Ryzen à base de Zen 6 feraient l'impasse sur l'iGPU RDNA 4

À l'horizon 2025-2026, les processeurs Ryzen d'AMD pourraient associer des cœurs CPU Zen 6 et des cœurs GPU RDNA 5. Alors que l'on parle de plus en plus des prochains Ryzen en architecture Zen 5, AMD voit évidemment bien plus loin que cela. Les plans pour la génération suivante sont déjà en marche. Des plans encore relativement flous pour nous, pauvres consommateurs, dans la mesure où AMD n'a présenté aucune feuille de route. Les premières indiscretions donnent toutefois quelques éléments intéressants. L'impasse sur RDNA 4 ? Dès cette année, AMD devrait donc lancer ses premiers processeurs Ryzen en architecture

Zen 5. Connus sous le nom de code Granite Ridge, ils sont attendus pour le second semestre 2024. Dans la foulée, AMD devrait lancer les versions mobiles de ces processeurs, avec pour nom de code Strix Point. Si les premiers associeront Zen 5 à des solutions graphiques RDNA 2, les Strix Point mêleront bien Zen 5 aux plus récents iGPU RDNA 3 et même RDNA 3.5 du fait de quelques améliorations. Courant 2025, des évolutions de ces deux générations sont prévues avec l'arrivée de processeurs Granite Ridge intégrant la technologie X3D pour davantage de cache. En revanche, AMD gardait le mystère sur Zen 6. Nouveau package avec interconnexion 2.5D



Nous en savons donc un petit peu plus aujourd'hui grâce aux indiscretions d'Olrak_29 relayées par Wccftech. La génération suivante est donc connue sous le nom de code Medusa et elle intégrera des cœurs Zen 6.

Des cœurs encore mystérieux, mais qui devraient aboutir à une plus nette évolution que le passage de Zen 4 à Zen 5. Les cœurs Zen 6 sont prévus pour une gravure en 2 nm notamment. Sur Medusa, ils seraient associés non pas à du

RDNA 4 pour la partie graphique, mais directement à du RDNA 5. Un bond générationnel qui n'est pas forcément une surprise dans la mesure où AMD a déjà plus ou moins clairement indiqué que RDNA 4 se focaliserait sur le milieu de gamme avec, donc, un RDNA 5 plus ambitieux. Le package Medusa serait aussi amélioré avec une interconnexion 2.5D. L'objectif est ici d'améliorer la bande passante entre les différentes parties du CPU afin que les CCD (Core Chiplet Dies) et l'IOD (I/O Die) communiquent plus librement, sans latence. Bien sûr, nous aurons tout le temps de reparler de tout ça : pas de sortie avant fin-2025 ou début-2026 pour Medusa.

Un thème WordPress sème la pagaille et expose 25 000 sites à une faille critique, exploitée par les pirates

Il y a quelques jours, une faille de sécurité critique s'est immiscée dans l'un des thèmes de WordPress. Plusieurs milliers de sites sont donc potentiellement exposés à cette vulnérabilité. Si les alternatives se veulent de plus en plus nombreuses, WordPress demeure toujours parmi les meilleurs gestionnaires de contenus pour créer un site web. Jouissant d'une importante communauté, et proposant un large choix de plugins et de thèmes gratuits, WordPress est aujourd'hui une solution incontournable pour les personnes désirant se lancer

dans la création de leur site internet, notamment en raison de sa simplicité d'utilisation. Mais, depuis quelques jours, un thème est la cible d'une faille de sécurité activement exploitée par les pirates, susceptible d'affecter pas moins de 25 000 sites et dont la gravité a été évaluée à 9,8 sur 10 sur le Common Vulnerability Scoring System (CVSS). WordPress : le thème Bricks présente une vulnérabilité importante. Le 10 février dernier, un expert en sécurité connu sous le nom de « Snicco » a signalé une faille affectant

le thème Bricks de WordPress via la plateforme Patchstack. Cet outil, alimenté par « une communauté de hackers éthiques », aide à identifier les vulnérabilités au sein de l'écosystème WordPress (plugins, thèmes, sites web...). Identifiée sous le nom CVE-2024-25600, cette vulnérabilité permet à des pirates d'exécuter du code PHP arbitraire à distance, comme cela nous est rapporté par The Hacker News. Par conséquent, ces derniers pourraient s'emparer d'un site sans disposer des informations d'identification de l'utilisateur. Notez au passage que

toutes les versions du thème sont concernées jusqu'à la 1.9.6. Fort heureusement, les développeurs du thème ont été réactifs et ont rapidement publié la version 1.9.6.1 de Bricks, assurant ainsi aux utilisateurs un moyen de se protéger contre cette vulnérabilité. Plus de 25 000 sites exposés à une faille critique. Depuis le 13 février, soit seulement quelques jours après le premier signalement, les utilisateurs du thème Bricks peuvent installer les derniers correctifs afin d'atténuer les menaces potentielles. Au 19 janvier, toujours

selon les informations rapportées par The Hacker News, près de quarante tentatives d'attaque exploitant la faille avaient déjà été détectées. Bricks totalisant environ 25 000 installations actives à l'heure où sont écrites ces lignes, les clients du thème ont tout intérêt à installer sans plus attendre la version 1.9.6.1. Plus vous retarderez son installation, plus vous vous exposerez au risque qu'un pirate puisse s'emparer de votre site web. Pour rappel, il vous suffit de vous rendre dans le tableau de bord de WordPress pour installer en un seul clic la mise à jour



Selon une étude, manger trop de protéines peut être nocif pour la santé cardiaque

Des chercheurs américains ont constaté qu'une consommation trop importante de protéines provoquait une augmentation d'un acide aminé particulier, qui peut engendrer des graves conséquences pour la santé cardiovasculaire. Au petit-déjeuner, pendant le repas de midi, le soir, les protéines sont souvent invitées au repas. Comme le rappellent les recommandations de Manger Bouger, il n'est pas nécessaire de manger de la volaille, de la viande, du poisson ou des œufs tous les jours. « On peut alterner avec des aliments qui apportent plutôt des protéines végétales comme par exemple des légumes secs ou des produits céréaliers (au mieux complets ou semi-complets) ». À quoi servent les protéines ? Elles jouent « un rôle structural (au niveau musculaire ou encore cutané) mais sont également impliquées dans de très nombreux



processus tels que la réponse immunitaire (anticorps), le transport de l'oxygène dans l'organisme (hémoglobine), ou encore la digestion (enzymes digestives) », liste l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail). Une nouvelle étude menée par

des chercheurs de l'Université de Pittsburgh (États-Unis) dévoile qu'une consommation de plus d'un cinquième des calories provenant des protéines peut avoir des conséquences néfastes pour la santé. En effet, les protéines pourraient être nocives pour les artères quand elles sont mangées en trop grande quantité. Elles seraient responsables d'une activation des

cellules qui obstruent les artères avec l'apparition d'une plaque. Cette dernière endommage les vaisseaux et perturbe la circulation sanguine. Cité par le Daily Mail, le Dr Babak Razani, cardiologue qui a dirigé la recherche, a averti qu'augmenter l'apport en protéines n'était « pas une panacée » pour une bonne alimentation. Selon lui, il serait préférable de respecter une alimentation « équilibrée » contenant suffisamment de glucides, de graisses et de nutriments essentiels. AVC et crise cardiaque Grâce à cette analyse, les chercheurs ont constaté que la consommation de protéines provoquait une augmentation d'un acide aminé particulier, la leucine, et une augmentation d'une substance qui active le système immunitaire. « En concevant des régimes alimentaires spécifiques modifiés en teneur en protéines et en leucine représentatives de l'apport dans

la population générale, nous confirmons cet effet de seuil dans des modèles de souris et constatons qu'une ingestion de protéines supérieure à environ 22 % des besoins énergétiques alimentaires entraîne l'athérosclérose chez les souris mâles », alertent les auteurs. D'autres recherches sont nécessaires pour confirmer ces résultats chez l'Homme. « Cette recherche apporte la preuve qu'un régime riche en protéines pourrait déclencher des réponses dans l'organisme qui contribuent au risque de crise cardiaque ou d'accident vasculaire cérébral en raison d'un composant particulier de protéine présent en quantités plus élevées dans les protéines animales que dans les protéines végétales », rapporte le Dr Robert Storey, cardiologue à l'université de Sheffield, au Royaume-Uni, qui n'a pas participé à l'étude, cité par le Daily Mail.

Dormir sur le dos : Quels avantages, quels inconvénients ?

Souvent présentée comme la position idéale pour bien dormir, la position sur le dos ne présenterait en réalité pas que des avantages ! Le point sur cette position de sommeil, ses nombreux bienfaits et ses quelques inconvénients, avec Hervé Chemla, ostéopathe et kinésithérapeute. Est-ce bien de dormir sur le dos ? La position sur le dos est souvent présentée comme la meilleure position de sommeil, à savoir celle qui respecte le mieux les besoins et la physiologie du corps humain. Cette position est incontestablement celle qui respecte le mieux les trois courbures naturelles de la colonne vertébrale, à savoir la lordose cervicale (creux de la nuque), la cyphose dorsale (bosse du milieu du dos) et la lordose lombaire (creux du bas du dos). Hervé Chemla, kinésithérapeute et ostéopathe à Paris. Pour autant, il n'existe pas une position de sommeil unanimement reconnue comme étant la meilleure, dans la mesure où de nombreux paramètres individuels sont à prendre en considération. Quels sont les bienfaits et avantages ? La position de sommeil sur le dos possède un grand nombre d'intérêts et de bienfaits santé. Elle permet notamment :

- Un bon alignement

de la colonne vertébrale : Dormir sur le dos contribue à maintenir un alignement naturel de la colonne vertébrale, ce qui aide à réduire la tension sur le dos et le cou et à limiter les douleurs dorsales et cervicales.

- La réduction de la pression sur les articulations : En distribuant uniformément le poids du corps, dormir sur le dos permet de réduire la pression exercée sur les articulations, ce qui est bénéfique pour les personnes souffrant de problèmes articulaires, tels que l'arthrite.
- La prévention des rides du visage : Dormir allongé sur le dos limite grandement le contact direct entre le visage et l'oreiller. Le visage n'est pas comprimé contre le coussin, les tissus de la peau sont mieux oxygénés : c'est un moyen simple de prévenir la formation de rides et de plis sur la peau.
- La réduction des reflux acides : Lorsque nous sommes allongés sur le dos, l'estomac est maintenu en dessous de l'œsophage, ce qui participe à la prévention des reflux gastriques acides et contribue à limiter le reflux gastro-œsophagien (RGO) et les brûlures d'estomac.
- Une respiration facilitée : Dormir sur le dos permet aux voies respiratoires de rester ouvertes et non obstruées,

ce qui facilite la respiration, notamment pour les personnes souffrant de troubles respiratoires tels que l'apnée du sommeil.

- Une meilleure circulation sanguine : C'est sur le dos que la circulation sanguine est optimale, notamment au niveau des membres inférieurs. Cette position permet en effet de réduire la pression exercée sur les veines principales du corps, telles que la veine cave inférieure, qui transporte le sang depuis le bas du corps vers le cœur. Cela peut favoriser un retour veineux plus efficace vers le cœur, et par conséquent prévenir la formation de varices ou réduire les symptômes des varices existantes. Quels inconvénients ? Si la position sur le dos n'a pas beaucoup d'inconvénients chez les personnes en bonne santé, elle ne convient toutefois pas à tout le monde. Toutes les personnes qui souffrent de pathologies respiratoires - insuffisance respiratoire, asthme, BPCO - vont rapidement se sentir étouffé lorsqu'ils sont allongés sur le dos. Hervé Chemla Par ailleurs, en position dorsale, la langue et les tissus mous de la gorge ont tendance à se relâcher et à tomber vers l'arrière de la gorge, ce qui peut obstruer les voies respiratoires supérieures. Une



manifestation particulièrement problématique pour les personnes souffrant d'apnée du sommeil obstructive, durant laquelle les voies respiratoires se bloquent périodiquement pendant le sommeil, entraînant des pauses respiratoires et des épisodes d'asphyxie. On recommande alors à ces personnes plutôt une position sur le côté en chien de fusil, ou sur le dos mais semi-assise, afin de libérer le poids sur les poumons et sur la gorge. Quelle est la meilleure position pour dormir ? Au risque d'en décevoir certains, il n'existe pas une position idéale pour dormir, qui serait valable pour tous, quel que soit

notre âge et notre état de santé. On peut dire que la position sur le ventre est à priori la moins physiologique, et que celle sur le dos et sur le côté sont à priori les plus recommandées, mais ça n'est pas une règle absolue. Hervé Chemla. L'ostéopathe rappelle également que le mieux est de ne pas rester dans une seule et même position toute la nuit, et donc d'en changer régulièrement afin d'éviter les tensions musculaires, les points de pression prolongés et les engourdissements. Et ça tombe bien, puisque c'est ce que nous avons tendance à faire spontanément, notre corps bougeant instinctivement lorsqu'il ressent une tension ou un inconfort.



PERTE DE CHEVEUX :

Voici les aliments à éviter et ceux à privilégier selon des médecins

Vos cheveux n'arrêtent pas de tomber et vous ne savez plus quoi faire ? Sachez que votre alimentation peut, elle aussi, impacter la santé de votre chevelure. À suivre, les aliments à éviter et ceux à privilégier dans votre alimentation.

Pour avoir une chevelure en bonne santé, mieux vaut adopter une bonne routine haircare. Chaque cheveu a sa spécificité et sa problématique, c'est pour cela qu'il est essentiel de bien connaître sa nature de cheveux. Aussi, pour prendre soin de sa crinière, il y a certaines bonnes habitudes à prendre, comme le fait de bien se rincer les cheveux après un shampoing, utiliser de l'huile de coco dans son masque capillaire pour hydrater sa tignasse en profondeur ou encore ne pas oublier d'appliquer un protecteur de chaleur lorsque l'on utilise des appareils chauffants (et d'ailleurs limiter leur utilisation). Malgré ces nombreuses astuces, il arrive

que nos cheveux soient ternes et abîmés ou encore pire, qu'ils tombent en masse. Plusieurs causes peuvent expliquer la chute de cheveux : l'âge, la pollution, le stress, certains problèmes de santé (pour écarter tout risque, parlez à votre médecin de ce problème de chute) les facteurs génétiques ou encore une mauvaise alimentation. D'ailleurs, concernant cette dernière, un article du média SheFinds rappelle que les aliments transformés sont à éviter si vous souffrez d'une perte de cheveux, selon des médecins. Chute de cheveux : quels aliments faut-il éviter ?

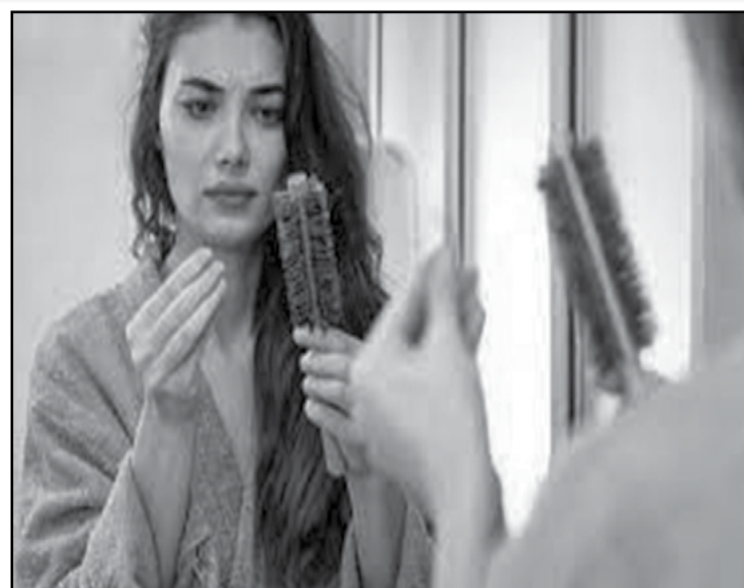
Crinière en bonne santé rime avec alimentation équilibrée. Pour éviter une chute de cheveux anormale, mieux vaut avoir un régime alimentaire riche en vitamines, minéraux, protéines et graisses saines. Il faut absolument éviter certains aliments ultra-transformés. On vous détaille lesquels sont concernés et surtout par quoi les

remplacer.

- Évitez le bacon et toutes les viandes transformées qui contiennent des nitrates, des produits chimiques et des conservateurs. Ils peuvent perturber votre santé et la croissance de vos cheveux et ainsi provoquer une inflammation. Privilégiez le poisson dans votre alimentation. Tout particulièrement le saumon, riche en acides gras de la famille des oméga-3.

- Supprimez les sodas et buvez plus d'eau. En effet, la teneur élevée en sucre dans les sodas peut provoquer une inflammation de votre corps, ce qui affecte aussi vos follicules pileux et donc aggrave la chute de cheveux. Remplacez donc vos boissons sucrées par de l'eau. Cette dernière élimine les déchets et les toxines, tout en hydratant chaque cellule et follicule de votre corps.

- Même si vous les adorez, mieux vaut éviter les céréales au petit-déjeuner. Riches en sucre, elles peuvent



provoquer des inflammations et donc favoriser la chute de cheveux. De plus, la matière grasse présente augmente le niveau de testostérone ce qui aggrave la perte de cheveux. À la place, introduisez des œufs dans votre petit-déjeuner, ils sont riches en protéines, en vitamines et en minéraux.

- En hiver, nous adorons manger des soupes,

mais par manque de temps nous optons souvent pour des soupes transformées. Malheureusement, elles sont chargées en conservateur, en sel et en sodium, et ce dernier prive le corps et les cheveux d'hydratation. Remplacez-les par des soupes faites maison que vous pouvez tout à fait congeler pour en consommer tout au long de la semaine !

Sur quelle zone du visage il ne faut pas appliquer de rétinol ? Une dermatologue répond

Étoile montante des produits skincare, le rétinol est le petit chouchou de nos fées de beauté. Bien qu'il dispose de mille et une vertus, son utilisation n'est pas sans danger notamment sur certaines zones du visage selon une spécialiste. On fait le point.

Avant de se lancer à corps perdu dans le monde compliqué qu'est la skincare, il advient de connaître son type de peau et en conséquence les produits les plus adaptés à ce dernier. Pour une peau belle et rebondie, il advient d'être informé au mieux pour ne pas abîmer votre peau qui ne demande qu'à être chouchoutée. Parmi les actifs les plus connus, on entend souvent parler d'acide hyaluronique, de vitamine C, d'acide glycolique et le dernier en date : le rétinol, sans forcément en connaître tous les effets mais aussi les dangers. Reconnu pour lisser les rides, booster la production



de collagène, lutter contre le vieillissement cutané, le rétinol est la star de toutes les routines beauté. Cependant, celui à qui l'on prête les meilleurs bienfaits n'est pas sans risques notamment pour les personnes aux peaux sensibles. Ainsi, la dermatologue à succès Shereene Idriss dévoile, sur son compte TikTok, la zone du visage sur laquelle il faut (absolument) éviter

d'appliquer son soin au rétinol. Rétinol : voici la zone où il faut éviter de l'appliquer selon une dermatologue

Forme active de la vitamine A, le rétinol se doit d'être introduit doucement mais sûrement à votre routine de soin quotidienne pour éviter l'arrivée d'une irritation, notamment sur les zones les plus sensibles du visage. D'ailleurs, selon la

dermatologue new-yorkaise, il est préférable de ne pas appliquer de rétinol sur «le contour de la bouche car la peau autour de celle-ci est très sensible». En effet, «il n'est pas impossible que votre peau ne tolère pas le rétinol» appuie-t-elle. Une application trop importante et/ou trop fréquente sur cette zone du visage peut avoir mille et une conséquences comme «l'apparition de rougeurs qui s'écaillent, d'irritations ou pire une poussée d'herpès». Toutefois, la dermatologue nuance son propos en soulignant qu'il «s'agit d'une règle générale que je donne mais qui ne s'applique pas à tout le monde». En effet, certaines peaux sont plus résistantes que d'autres. Aussi, «l'important est d'écouter votre peau» alors «si elle tolère l'utilisation de rétinol autour de la bouche continue de l'utiliser». A contrario, «si vous ne pouvez pas le tolérer, n'insistez pas» car «l'inflammation mènera

à un vieillissement prématuré de votre peau». En revanche, «si vous tenez tout de même à mettre du rétinol sur votre visage, vous pouvez utiliser un rétinol dédié aux zones sensibles du visage comme les contours des yeux et de la bouche» confie Shereene Idriss au travers de sa vidéo. Il vous suffira seulement d'acheter «un produit avec une concentration en rétinol moins importante afin de ne pas irriter votre peau». Quoi qu'il advienne, le rétinol est un actif photosensibilisant, alors il convient de l'appliquer le soir en complément d'une crème solaire à introduire à votre routine de soins matinale. Vous pouvez commencer par une application tous les deux à trois jours par exemple, pour finalement l'introduire quotidiennement. Encore une fois, attention pour les peaux sensibles, mieux vaut demander l'avis d'un dermatologue au préalable.



Djelfa

Ouverture du 1er Forum international du roman-Algérie

Le Forum international du roman-Algérie placé sous le thème «Le roman et la construction de l'espace... mémoire, ville et exil», s'est ouvert mardi à Djelfa.

Participent à cette rencontre littéraire, première du genre en Algérie, plusieurs pays dont la Tunisie, la Palestine, le Koweït, le Soudan, l'Egypte, l'Irak, ainsi que la Jordanie et le Liban, en plus d'enseignants-chercheurs, des étudiants et des spécialistes en littérature,



notamment le roman.

Des chercheurs, critiques et hommes de lettres aborderont durant cette manifestation, la réalité et les horizons du roman en Algérie et dans le monde.

La rencontre sera l'occasion de rappeler l'apport de l'Algérie à ce genre littéraire depuis «Les métamorphoses», également connu sous le titre «L'âne d'or», écrit par Apulée de Madaure (M'daourouche à Souk Ahras) au IIe siècle et considéré comme le premier

roman de l'humanité, jusqu'aux romans de la jeune génération en passant par l'exceptionnelle «Nedjma» de Kateb Yacine.

Au programme de cet événement de trois jours, organisé par le ministère de la Culture et des Arts dans le cadre des activités marquant la célébration de la Journée nationale de la ville (20 février), des conférences et des tables-rondes autour de la thématique du Forum.

Tébessa

Mohamed-Yahia Nedjmi décroche le prix de la meilleure photo au Salon de la photographie

Le photographe Mohamed-Yahia Nedjmi, de la wilaya d'Adrar, a remporté le prix de la meilleure photo, à l'issue du 6ème Salon national de la photographie, clôturé mardi après-midi à la Maison de la culture «Mohamed-Chebouki» de Tébessa. Khaled Khediri, de Tébessa, et Saâdi Bouchama, de Sétif, se sont adjugés les 2ème et 3ème prix après évaluation de tous les travaux soumis par un jury constitué de spécialistes et de professionnels de la photo.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de clôture de cet événement culturel, qui a réuni 43 photographes de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya, le directeur de la Maison de la culture, Mounir Mouissi, a indiqué que ce salon, organisé par la Maison de la culture, a été «une occasion de rapprochement et de contact entre photographes».

Il s'agit, a-t-il ajouté, d'un salon «devenu une tradition annuelle» pour traiter, chaque année, des «différents aspects

du patrimoine culturel et touristique propre à chacune des régions du pays».

De nombreux participants, approchés par l'APS, ont exprimé leur joie d'avoir participé à cette édition du salon dédié, cette année, aux cités et quartiers anciens et qui a mis en lumière, à travers les objectifs des photographes, des aspects de la vie sociale dans les différentes wilayas de l'Algérie profonde.

Pour rappel, la Maison de la culture «Mohamed-Chebouki» de Tébessa a abrité durant trois jours la sixième



édition du Salon national de la photographie qui a donné lieu à l'exposition de plus

de 60 photographies, œuvres de participants venus de nombreuses wilayas du pays.

Le roman algérien, une mémoire des haltes importantes de l'histoire nationale

Le roman algérien est «une mémoire des moments importants vécus par les Algériens» et est «le carburant de la lutte et de l'édification», a affirmé, mardi, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji. Dans son allocution en visioconférence au Forum international du roman-Algérie, tenu au théâtre régional «Ahmed Benbouzid» de Djelfa, la ministre a souligné que le roman algérien «constitue une mémoire des

grands moments du vécu des Algériens, et est le carburant de la lutte et de l'édification». Elle a cité pour exemple, Mohamed Dib, qu'elle a considéré comme «l'archétype de l'écrivain-militant et du patriote sincère avec un génie supérieur dans l'art du réalisme».

Mme Mouloudji a rappelé, à ce propos, la célèbre phrase de l'écrivain auteur de la célèbre «Nedjma», Kateb Yacine, qui disait «J'écris en français pour dire aux Français que je ne

suis pas Français», relevant qu'«un mythe ne deviendra jamais réalité».

«Ainsi sont les romanciers, tout comme les poètes et les artistes libres, qui transmettent fidèlement les faits, aspirations et espoirs de leurs peuples et pays», a-t-elle dit.

Elle a souligné en outre, que la wilaya de Djelfa qui abrite le Forum international du roman auquel participe nombre de romanciers et critiques littéraires, «a enfanté Mohamed Ben Si Ahmed

Bencherif (1879/1921) auteur du premier texte romanesque contemporain algérien».

«Le Forum se veut un espace pour célébrer le roman algérien depuis le texte des «Métamorphoses» (ou l'Ané d'or) d'Apulée de Madaure, premier roman de l'humanité, jusqu'aux œuvres des nouvelles générations d'écrivains», a relevé la ministre.

Ce Forum de Djelfa est également «un outil pédagogique et de dialogue de

haut niveau pour le roman qui est le genre le plus répandu et le plus présent dans la littérature contemporaine», a-t-elle ajouté.

A noter que cette rencontre littéraire de trois jours, première du genre en Algérie, est marquée par la participation de représentants de plusieurs pays arabes, en plus d'enseignants-chercheurs, des étudiants et des spécialistes en littérature, notamment le roman.



Le projet de loi sur l'industrie cinématographique cadre avec la politique générale de l'Algérie

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a affirmé, mardi à Alger, que le projet de loi sur l'industrie cinématographique a pour but de «mettre en place un système législatif qui cadre avec la politique générale de l'Etat dans son aspect économique et encourage l'investissement dans les différents secteurs vitaux, y compris la Culture».

Présentant la teneur du projet de loi lors d'une séance plénière devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Mouloudji a souligné que ce projet vise à «mettre en place un système législatif approprié pour l'encadrement des activités de production et de service liées à l'industrie cinématographique», précisant qu'il comprend des «dispositions stipulant le caractère industriel du cinéma, dans le cadre de la nouvelle approche économique pour la Culture fondée sur le développement et la promotion des industries culturelles à travers l'attraction des capitaux qui contribuent à leur tour à la création d'emplois».

«Ce projet de loi cadre avec les objectifs de la politique générale de l'Etat dans son aspect économique, tend à encourager l'investissement dans les différents secteurs vitaux dont les industries culturelles, l'industrie cinématographique en tête, et vise à promouvoir le cinéma en tant qu'activité, comme stipulé dans la loi n 11-03 du 17 février 2011, en secteur industriel et commercial à dimension économique par excellence», a-t-elle ajouté.

Ce texte de loi, a ajouté la ministre, vient également «en concrétisation de l'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui souligne la nécessité, pour la première fois, de développer l'industrie cinématographique à travers



des mesures incitatives au profit des producteurs, et d'œuvrer à assurer les conditions idoines pour le lancement d'une véritable industrie cinématographique basée sur l'encouragement de l'investissement et la libération des initiatives en vue de faire de l'Algérie un pôle régional et international de production et de tournage cinématographique et de créer un environnement propice pour l'émergence et l'épanouissement des talents artistiques».

S'agissant des salles de cinéma, la ministre a affirmé que son secteur «œuvre actuellement, en coordination avec les autorités locales et les services des Domaines de l'Etat, à recenser ces espaces relevant des communes pour les récupérer et confier leur gestion au ministère de la Culture et des Arts.

Elle a indiqué que «279 salles ont été recensées, dont 87 sous la tutelle du ministère de la Culture et des Arts», soulignant que le président de la République «avait donné des instructions pour la réhabilitation de ces salles délaissées et la mobilisation du financement nécessaire».

Quant au financement des projets cinématographiques qui «est primordial dans la production des films, Mme Mouloudji a rappelé également les instructions du président de la République

relatives au «renforcement du budget alloué au cinéma», indiquant que son département ministériel examinait actuellement avec le ministère des Finances la possibilité de réactiver le Fonds de soutien au Cinéma et Arts, qui a été fermé fin 2021».

Concernant la création intellectuelle, la ministre a affirmé que la constitution algérienne avait consacré la liberté de création intellectuelle dans toutes ses dimensions, notamment artistique», un concept, a-t-elle ajouté, récemment consacré par le décret présidentiel portant statut de l'artiste.

Mme Mouloudji avait présenté un exposé détaillé des principales dispositions du projet de loi, dispositions générales et règles régissant l'exercice de l'activité cinématographique et l'exercice des activités liées à l'industrie cinématographique et qui comprennent les activités de production, de coproduction, de distribution, d'exploitation, d'importation et d'exportation des films cinématographiques, outre l'exercice des activités liées aux services cinématographiques et tout ce qui concerne les visas d'exploitation cinématographique.

Pour sa part, la Commission

de la Culture, de la Communication et du Tourisme avait indiqué dans son rapport, lu devant la ministre et les députés du parlement, que ce projet de loi «vise à valoriser tout ce qui peut contribuer à dynamiser l'industrie cinématographique dans le pays», d'autant plus qu'elle est aujourd'hui, dans toutes ses branches, capable d'attirer des investissements, d'ouvrir la voie aux jeunes pour mettre en valeur leurs talents artistiques et entrepreneuriaux et de stimuler le tourisme en promouvant la destination touristique Algérie.

Le rapport revient sur les débats approfondis qui ont réuni les membres de la Commission de la Culture, de la Communication et du Tourisme avec les représentants du ministère de la Culture et des Arts, la commission ayant conclu à la nécessité d'«enrichir le projet de cette loi en y introduisant une série d'amendements, de fond et de forme», et ce, afin de garantir «l'intégrité et la clarté des dispositions et de consacrer les termes artistiques et juridiques».

Il s'agit également de renforcer les dispositions et mesures prévues dans ce projet de loi et de s'assurer que les objectifs de son élaboration sont atteints notamment ceux qui consacrent les principes

constitutionnels de protection des valeurs nationales et de préservation des deniers publics.

De plus, cela concerne les dispositions qui contribuent à booster l'industrie cinématographique et encourager les investissements grâce aux garanties et avantages proposés par ce projet de loi, et garantis par la législation algérienne dans ce domaine en général.

De leur côté, les députés de l'APN, de différents groupes parlementaires, ont présentés leurs propositions concernant ce projet de loi. Ils ont d'abord salué les efforts du président de la République en faveur de la relance de l'industrie cinématographique,

soulignant que ce projet de loi était «ambitieux» car il clarifie les procédures juridiques pour organiser ce secteur créatif et réglementer le travail loin des «intrus», tout en appelant à la «nécessité de sa mise en œuvre sur le terrain».

Les intervenants ont soulevé un certain nombre de préoccupations, notamment le retard de la diffusion de certains films et la non-production d'autres, ainsi que la nécessité de récupérer les salles de cinéma des collectivités locales et de les ouvrir à l'investissement et à l'exploitation artistique et culturelle pour les opérateurs privés.

D'autres interventions ont porté sur l'accompagnement et le financement des projets cinématographiques, la distribution et la projection des films réalisés, la liberté de création intellectuelle sans porter atteinte aux valeurs nationales et aux référents religieux de l'Etat algérien, l'accompagnement des professionnels dans le domaine de la formation, et la promotion du partenariat avec des étrangers dans des projets cinématographiques et autres.

PAULINE BRESSION MAMAN : L'actrice de Plus belle la vie a accouché de son premier enfant !

Changement de vie pour Pauline Bression : l'ancienne actrice de Plus belle la vie a annoncé être devenue maman pour la première fois ! Une heureuse nouvelle dont elle a fait part ce mardi 20 février, dix jours après la naissance de sa petite merveille.

Tous les fans de Plus belle la vie connaissent le visage de Pauline Bression. Entre 2014 et 2022, elle a incarné le personnage d'Emma Rimez, la belle-fille de Franck Ruiz. Les fans de la fiction de France 3 l'ont vue débarquer lors de la onzième saison dans la peau d'une adolescente à problèmes et l'ont vue devenir, au fil des années, maman d'un petit garçon prénommé Mathis avec son amour de toujours, Bap-

tiste. Mais dans la vraie vie, c'est avec un autre homme que l'actrice de 34 ans partage sa vie ! Contrairement à elle, il est inconnu du grand public.

Tous deux se sont mariés le 13 juin 2023 en Seine-Saint-Denis. Plusieurs vedettes de Plus belle la vie avaient fait le déplacement pour l'occasion, dont Emmanuel Giorgi (Francesco) et Grant Lawrens (César). Quelques mois plus tard, ces derniers seront ravis d'apprendre une autre bonne nouvelle : Pauline Bression a donné naissance à son premier enfant ! C'est dans une story Instagram postée ce mardi 20 février que la belle brune a fait part de la bonne nouvelle. Pauline Bression va-t-elle revenir dans Plus belle la

vie ?

«Boom. 10 jours d'un nouvel amour fou». C'est par ces mots que Pauline Bression a annoncé la venue au monde de son enfant. Ce message aussi bref qu'évocateur a été posté en légende d'un cliché où l'on peut apercevoir la petite main de son bébé, posée juste à côté d'une lumière d'éveil. Celle qui, il y a encore quelques semaines, montrait son ventre très arrondi sur les réseaux sociaux, profite de ses premiers pas dans la maternité. Il faut dire qu'elle a du temps, puisqu'elle a mis ses activités professionnelles entre parenthèses, elle qui n'est pas apparue dans lancement de la nouvelle formule de Plus belle la vie sur TF1.



Cela ne veut pas dire pour autant que Pauline Bression ne compte pas revenir à l'écran prochainement ! A nos confrères de Télé-Loisirs, elle a confié qu'il n'était pas impossible que le personnage d'Emma Rimez revienne au Mistral. «Emma ne fera pas partie du lancement mais si elle revient, ce

devrait être avec son mari Baptiste (Bryan Trésor) et son enfant Mathis. Ce n'était pas une condition, parce que c'est un grand mot mais dans l'idée si elle est de retour, c'est avec eux», a-t-elle fait savoir. En attendant, elle compte bien profiter de tout son temps libre avec son petit bout de chou !

KATE MIDDLETON AU REPOS FORCÉ :

De nouveaux détails sur sa longue convalescence dévoilés

Plus d'un mois après son opération chirurgicale abdominale, Kate Middleton se repose loin des engagements royaux et des projecteurs. Au repos jusqu'aux fêtes de Pâques, la princesse de Galles peut compter sur son entourage pour lui remonter le moral. Elle ne reviendra pas avant le mois d'avril. Le 17 janvier 2023, le palais de Kensington faisait savoir aux abonnés du prince et de la princesse de Galles sur les réseaux sociaux que Kate Middleton avait été hospitalisée la veille dans une prestigieuse clinique londonienne. «Son Altesse Royale la princesse de Galles a été admise à l'hôpital hier pour une intervention chirurgicale abdominale programmée. L'opération s'est bien passée et la princesse devrait rester à l'hôpital entre dix et quatorze jours, avant de pouvoir retourner chez elle pour poursuivre sa convalescence. Selon les avis médicaux, elle ne devrait



pas reprendre ses fonctions avant Pâques», était-il écrit dans le communiqué officiel. De cette mystérieuse intervention on ne saura rien, la femme du prince William préférant garder secrets les détails concernant sa santé. Une terrible erreur selon certains experts royaux.

D'après eux, la duchesse de Cambridge aurait dû communiquer autour de son hospitalisation pour sensibiliser la population, comme l'a fait le roi Charles

III après son opération de la prostate puis l'annonce de son cancer. «Kate aurait pu faire une énorme différence ce mois-ci et elle a choisi de ne pas le faire», a expliqué la journaliste Daniela Elser. Deux semaines après son admission, Kate Middleton a pu rentrer chez elle à Windsor auprès de son mari le prince William - qui a tout fait pour protéger sa tranquillité ainsi que celle de leurs trois enfants. George, Charlotte et Louis avaient d'ailleurs tout prévu pour

que leur maman retrouve rapidement le sourire. Ils l'attendaient avec des cartes personnalisées et un goûter préparé rien que pour elle. Des attentions qui lui ont fait le plus grand bien. La preuve : la princesse de Galles a pu partir quelques jours dans le Norfolk pour profiter des vacances en famille.

Les amis de Kate Middleton présents pendant sa convalescence

Les enfants de retour à la Lambrook School, Kate Middleton a retrouvé sa demeure d'Adelaide Cottage. Et pendant que le prince William assure à nouveau ses engagements royaux, elle peut compter sur la présence de ses amis. Selon les informations du média OK Magazine, ses proches feraient tout pour lui changer les idées pendant sa longue convalescence. «Je suis sûre que ses amis les plus anciens savent exactement comment lui remonter le moral après cette lourde opération. Ils l'ont

probablement chouchouté avec de beaux cadeaux comme des produits de spa de luxe, des paniers remplis de délicieuses gourmandises. Ils savent aussi sûrement ce qu'elle aime regarder à la télé ou lire, ils lui ont donc certainement envoyé leurs recommandations tout en l'encourageant à se reposer et de prendre le temps qu'il lui faut pour se remettre», a confié l'experte royale Jennie Bond.

Selon elle, la maman de George, Charlotte et Louis est entourée de Lady Laura Meade, la marraine de Louis, Emilia Jardine-Paterson, la marraine de George et Sophie Snuggs, son amie d'enfance. Sans oublier sa conseillère en images, Nastasha Archer, présente à la sortie de Kate Middleton de l'hôpital. C'est elle qui a été aperçue aux abords de la London Clinic pour son retour à la maison. La princesse de Galles ne manque pas d'anges gardiens.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE:**Lancement d'une plateforme pour relier l'université aux entreprises économiques**

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis au point une plateforme numérique pour la recherche scientifique en vue de relier les structures universitaires et de recherche avec les entreprises économiques et sociales. Développée en «PHPLARAVEL» et domiciliée au Centre de recherche sur l'information scientifique et

technique (CERIST), la nouvelle plateforme permet d'utiliser les données de recherche des établissements universitaires et des centres de recherche dans les différentes spécialités. La plateforme est facile à utiliser et efficace en matière de recherche sur les opérateurs algériens. La recherche se fait en fonction de critères et de catégories dans les différents domaines dont la

mécanique, l'informatique, le génie civil, l'énergie, l'agriculture et l'intelligence artificielle. Elle permet, également, d'effectuer des consultations économiques et financières et des études de faisabilité des projets. La plateforme offre aux opérateurs l'opportunité de faire la promotion de leurs produits et services à titre gracieux sur le lien suivant: <https://bahth.dgrsd.dz>.

**Ouverture du 2^{ème} Salon international des cosmétiques à Alger**

La 2e édition du Salon international des cosmétiques s'est ouverte mercredi au Palais des expositions à Alger avec la participation de plus de 130 exposants algériens et étrangers.

Cette édition qui s'étalera sur quatre jours, est marquée notamment par la présence

de plusieurs pays comme la Chine, l'Espagne, l'Italie, la Turquie, la Tunisie et l'Inde. Des conférences destinées aux professionnels de la parfumerie, des soins personnels et de l'hygiène, ainsi que de l'emballage pour cosmétiques, seront animées par des spécialistes tout au

long de cette manifestation. A cette occasion, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a déclaré que le développement de la production nationale des cosmétiques constitue une «grande fierté» pour l'industrie algérienne, encourageant les

producteurs locaux à investir le marché international.

Il a également salué la participation à ce Salon de



jeunes ayant réussi leurs projets de start-up dans le domaine des cosmétiques, soulignant l'engagement des pouvoirs publics à les accompagner, d'autant plus que le marché algérien «est en mesure de fournir la matière première nécessaire pour ce type d'industrie», a-t-il ajouté.

Il est à signaler que des conférences-débats devant s'articuler sur les thèmes en lien avec la modernisation de l'activité économique, le partenariat gagnant-gagnant, l'incitation à l'investissement, figurent au programme de cette manifestation organisée par l'Agence «Sunflower».

ORAN:**Près de 250 exposants attendus au Salon international de l'industrie, énergie et exportation**

Près de 250 exposants, nationaux et étrangers, sont attendus à la 6ème édition du Salon international de l'industrie, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation (Oran Invest-Expo), prévu à Oran du 4 au 7 mars prochain au Centre des conventions «Mohamed Benahmed», a-t-on appris du Commissaire de cette manifestation, Ahmed Haniche. Le Salon regroupera pas moins de 180 entreprises nationales, privées et publiques, spécialisées dans les activités industrielles, outre des sociétés étrangères et des représentants des filières de sociétés étrangères activant en

Algérie de Chine, d'Italie, du Pakistan et du Vietnam, entre autres.

M. Haniche a indiqué à l'APS que cette manifestation, qui verra une forte participation des entités économiques publiques opérant dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'électronique et du bâtiment, «vise à insuffler une dynamique efficiente entre les différents opérateurs et à relancer le développement et le partenariat orientés vers l'investissement, outre le fait d'offrir un espace d'échange entre les professionnels et les opérateurs».



La même source a, d'autre part, fait savoir que le Salon verra la participation des représentations diplomatiques accréditées en Algérie de plusieurs pays européens et africains, dans l'optique de se rapprocher davantage des exposants et des professionnels et pour explorer les opportunités d'investissement direct et

l'exportation du produit algérien».

Par ailleurs, dans le but d'inciter les étudiants et les jeunes porteurs de projets innovants, un stand a été réservé, à titre gracieux, à l'Ecole polytechnique d'Oran «EPO Maurice Audin», ainsi qu'à 15 autres porteurs de projets et d'auto-entrepreneurs de plusieurs régions du pays. «Le but est de les rapprocher davantage des acteurs économiques et de leur permettre de trouver les opportunités de financement pour la concrétisation de leurs projets», a-t-on indiqué.

Il est à signaler que des conférences-débats devant s'articuler sur les thèmes en lien avec la modernisation de l'activité économique, le partenariat gagnant-gagnant, l'incitation à l'investissement, figurent au programme de cette manifestation organisée par l'Agence «Sunflower».

Ouverture à Alger du Salon algérien de l'immobilier

Le Salon algérien de l'immobilier «DZ Immo» s'ouvre, mercredi, au Palais des expositions (Alger), avec la participation de pas moins de 40 exposants, indique un communiqué des organisateurs. Organisé sur une superficie de 1000 m2, ce Salon, qui s'étalera jusqu'au samedi prochain, réunira pendant quatre jours plusieurs entreprises spécialisées dans le

domaine de l'immobilier, des promoteurs immobiliers, des compagnies d'assurance et des banques pour présenter leurs offres liées au financement immobilier, ainsi que des bureaux d'études et des cabinets juridiques.

Selon les organisateurs, «cette manifestation se veut un espace de rencontre et d'échange d'expertises entre professionnels

du secteur de l'immobilier et du logement, d'accompagnement et d'orientation du client, et tend à encourager les compétences algériennes dans ce domaine et à promouvoir l'innovation».

Plus de 30.000 visiteurs sont attendus à ce Salon, notamment ceux qui recherchent des offres attractives pour l'acquisition d'une maison, des prêts ou même une assurance pour leurs maisons,



soulignent les organisateurs.

Des conférences animées par des professionnels sur plusieurs sujets, notamment les tendances immobilières, les maisons

intelligentes et la contribution de l'intelligence artificielle dans la gestion à distance des habitations, sont au programme, précise le communiqué.

Des rencontres de travail entre les acteurs économiques activant dans le secteur du logement et de l'immobilier sont également prévues en marge du Salon dans l'objectif de promouvoir le partenariat, selon la même source.